

# Militant

1€

Bulletin marxiste pour la France insoumise - 2<sup>e</sup> semestre 2019 - n°157

## L'Algérie debout

**Avec le peuple  
algérien, pour  
l'émancipation P.3 à 10**

**Les sciences sociales  
dans une perspective  
post-capitaliste  
P.11 à 26**

**Les Gilets jaunes  
ont-ils perdu  
la bataille ? P.27 à 32**



# Militant

Militant est un espace de réflexion, de débat et d'affirmation d'une pensée marxiste adaptée aux conditions du XXI<sup>e</sup> siècle. Militant ambitionne d'être un laboratoire où toutes les questions historiques, théoriques, économiques ou de stratégie politique pourront et devront être débattues.

Militant a vocation à devenir un trait d'union entre les personnes qui adhèrent à cette nécessité et les intellectuels ou militants politiques, associatifs ou syndicaux que nous souhaitons gagner à une perspective de renversement du système institutionnel actuel et de dépassement du capitalisme.

## Sommaire :

Itinéraire Militant : Omar Bouraba .....	page 3
Les billets de Myassa .....	page 5
Avec le peuple algérien, pour l'émancipation .....	page 10
Les sciences sociales dans une perspective post-capitaliste : une porte ouverte à la science-fiction ? .....	page 11
Au cœur des gilets jaunes .....	page 27
Les gilets jaunes ont-ils perdu la bataille ? .....	page 28
Contre le dévoiement de la lutte contre l'antisémitisme .....	page 30
La question juive .....	page 32
Écriture « inclusive » ou posture élitiste au service de l'idéologie dominante ? .....	Page 33
L'antispécisme, impasse de civilisation .....	Page 35
Echos de Militant.....	page 40

### Comité éditorial

Marc Ankaert (76), Omar Bouraba (75), Hamza El Meray (75), Farid Faryssy (84), François Ferrette (61), Jean-Paul Diesler (75), Salima Jamili (75), Didier Landy (77), Joëlle Losson (54), Raymond Maillard (75), Jean-Paul Martin (75), Myassa Messaoudi (92), Bernard Munin (76), Amir Saïghi (95)

### Mise en pages

François Ferrette

### Directeur de la publication

Raymond Debord, Militant,  
18 rue Victor Massé 75009 Paris

## Et si vous vous abonnez à MILITANT ?

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Mèl : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Je verse la somme de 10 euros à l'ordre de Militant, chèque à renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris

# L'interview du semestre : Omar Bouraba

Le 16 mai dernier, la conférence débat « Où va l'Algérie » faisait salle comble dans notre local du Cairn. Le succès de cet événement revient en grande partie à Omar et Myassa, à la qualité de leurs interventions et au débat qui a suivi, très riche politiquement. La vidéo de la conférence frôle les 14000 vues. Aujourd'hui, nous allons nous arrêter sur l'itinéraire politique et militant d'Omar Bouraba, compagnon de longue date de Militant.



## Quel est le point de départ de ton engagement en politique ?

Je suis né en Kabylie, dans un village de montagne, en 1967. Mes parents avaient souffert lors de la guerre de libération de l'Algérie et à l'indépendance du fait de la répression des forces gouvernementales. Ils gardaient un silence inquiétant sur ce passé. En 1980, lors de la révolte en Kabylie, j'ai participé à la grève générale dans mon collège. Ce mouvement a duré un mois et, à 13 ans, c'était ma première expérience politique. Ensuite au lycée dans la ville de Dellys, je me suis intéressé aux idées politiques, de manière assez confuse, comme le font les adolescents, et me rappelle avoir échangé beaucoup avec les militants du Parti de l'avant-garde Socialiste (PAGS ex-parti communiste). La première action où j'ai été un organisateur actif a été la grève de soutien aux prisonniers politiques incarcérés pour avoir constitué la première Ligue des droits de l'homme algérienne avec un jour de grève. A l'époque c'était fantastique. Après mon bac, je suis parti à l'université à Alger où je me suis investi complètement dans le travail culturel et militant. On avait notre journal subversif qui traitait de l'actualité culturelle mais était surtout engagé contre le régime militaire. En 1987 je rencontrais des membres du Groupe Communiste Révolutionnaire et devenais très actif dans le comité universitaire (équivalent d'un syndicat étudiant) et les mouvements étudiants. On a mis 200 000 étudiants en grève pour demander plus de démocratie, de liberté d'expression ou tout simplement une autre pédagogie dans l'enseignement. Ce mouvement a été coordonné au niveau national. A cette époque j'ai créé le « collectif du 20 avril » en mémoire des événements de Kabylie de 1980, collectif très engagé sur la question berbère.

## Du GCR à la LCR

En 1988 j'ai émigré en France, à Paris, et c'est à ce moment qu'a éclaté la révolte en Algérie. Très vite j'ai rejoint le mouvement en intégrant la coordination des immigrés de France. Nous avons organisé des marches et soutenu toutes les actions contre la torture et pour la démocratie en Algérie. Je trouvais à Paris la continuité de mon combat en Algérie. Dans le même temps j'entrais en contact avec la Ligue Communiste Révolutionnaire et j'intégrais la cellule du 19<sup>e</sup>/20<sup>e</sup>ème arrondissement et j'entrais dans la fraction des Algériens de la LCR. Suite à la révolte, le régime a concédé une ouverture démocratique qui a permis le rétablissement des droits politiques et le pluralisme. Le GCR est devenu le Parti Socialiste des Travailleurs, et nous avons créé une section du PST Émigration à Paris, avons beaucoup agi dans un cadre unitaire avec les organisations présentes en France. Nous organisons des rassemblements devant les représentations consulaires algériennes pour exiger plus de liberté et de démocratie. La parenthèse s'est refermée suite au coup d'État militaire qui a eu lieu après la victoire du FIS fin 1991. C'est là que débute la décennie noire. Une guerre civile horrible, des centaines de milliers de morts. La société civile était prise en otage par le terrorisme des islamistes et celui de l'État. C'est une période de recul des consciences politiques, de combats fratricides comme c'est souvent le cas lors de guerres civiles. La parole politique n'existait plus.

## Quel a été ton engagement communiste révolutionnaire en France ?

En 1990, je rejoignais les Jeunesses Communistes Révolutionnaires ainsi que la LCR. J'étais dans la tendance Égalité et membre du conseil national des JCR. On agissait beaucoup avec SOS-Racisme et l'UNEF. J'ai œuvré pour l'intégration des camarades algériens au sein des JCR. Je me suis même présenté aux législatives de 1997 à Paris. On a fait une campagne très dynamique avec un slogan : « Y'en a marre, je vote Omar ». Une campagne de proximité, très riche politiquement. Mais avant, j'étais très investi dans le mouvement des Sans-papiers en 1996, avec l'occupation de l'église Saint-Bernard. On était parmi les dirigeants de ce mouvement et j'étais là quand les CRS nous ont éva-

cués. On a aussi créé Jeunes Contre le Racisme en Europe, une association assez radicale contre le racisme au niveau européen.

### **Quel a été ton engagement par la suite ?**

En 1999, j'ai diminué mon militantisme surtout pour des raisons professionnelles jusqu'au printemps arabe en 2011. Avec des amis j'ai créé Agir pour le Changement et la Démocratie en Algérie : l'ACDA. C'est une association qui regroupe des algériens qui luttent pour l'avènement de la liberté et de la démocratie en Algérie. Nous sommes très investis dans la défense des droits de l'homme, dans la solidarité politique, syndicale ou associative. A l'ACDA, nous avons notre expression politique propre à travers nos publications, au sein de l'immigration algérienne. Nous organisons des réunions, des meetings et des conférences régulièrement, nous maintenons une veille permanente contre la répression en Algérie. Nous menons des actions de soutien aux droits de l'homme et aux syndicats autonomes de façon effective depuis 2011. Nous avons participé au Forum social mondial. Aujourd'hui, ce qui est en train de se passer en Algérie est fantastique, nous en sommes au 22<sup>e</sup> vendredi de protestation massive. Plus les gens manifestent, plus leur conscience politique s'aiguise. Le régime reprend ses esprits et organise de manière permanente et insidieuse la répression des militants avec de nombreuses arrestations arbitraires. C'est la non-transition qui se prépare avec une élection présidentielle bâclée mais la mobilisation reste forte. Nous sommes pour une transition démocratique autonome passant par une assemblée constituante, une phase inaugurale de rupture avec l'ancien régime.

### **Tu es un militant internationaliste. Quel est ton point de vue sur les perspectives mondiales ?**

Si on compare avec la situation en France on se rend compte que les masses sont prêtes à défendre leurs droits. On sent une lame de fond qui est train d'émerger partout. Que ce soit contre les inégalités sociales ou la transition écologique. En France ce mouvement est porté par les exclus et les laissés-pour compte de la société libérale. Aux États-Unis, en Afrique ou en Asie, on constate les mêmes mouvements très prometteurs. Il est temps de poser de manière radicale la question des inégalités sociales, de la démocratie et l'urgence climatique. De toute façon on ne peut pas ne pas garder l'espoir. Il est vrai que les organisations de gauches classiques ou progressistes reculent dans le monde, mais on voit émerger de façon constante des nouvelles formes inédites de pratiques, d'expérience, de luttes politiques, et c'est très intéressant. Les Gilets Jaunes et leur revendication de démocratie horizontale, les luttes pour l'égalité homme-femme plus radicales ou le mouvement des jeunes sur l'urgence climatique en sont des exemples. Même si de nombreux pays en Europe ou en Amérique Latine basculent dans des régimes réactionnaires très inquiétants, il existe des formes d'opposition, qui sont de véritables contre-pouvoirs, et qui nous serviront à établir les lignes politiques de demain.

### **Quelle a été ton point de vue concernant la France Insoumise ?**

J'ai toujours apprécié Jean-Luc Mélenchon et voté pour lui avec enthousiasme. Ca a été un formidable espoir à gauche et ce n'est pas par hasard qu'il a manqué le second tour de quelques voix. Sa candidature de nature jaressienne a été primordiale pour présenter non pas une gauche de témoignage d'un passé révolu, mais une gauche de gouvernement prête à prendre les rennes du pouvoir. La France Insoumise a marqué une rupture avec la gauche de litanie car elle est prête à assumer le pouvoir et à jouer à fond le jeu des institutions démocratiques républicaines. Mais, et c'est mon expérience personnelle, le parti n'est pas très ouvert et c'est difficile de trouver sa place en son sein. La crise démocratique que traverse la FI doit être considérée très sérieusement par ses militants et ses dirigeants. C'est très dangereux et il est urgent que la direction s'ouvre à la société.

### **Que penses tu de l'initiative de développer un bulletin marxiste, le bulletin Militant ?**

J'aime bien le réseau Militant, on rencontre d'autres militants avec d'autres expérience. Il y a un côté « quête permanente de sens » et il est primordial d'avoir une publication, un réseau trans-partisan qui permet de prendre du recul et se ressourcer.

# Les billets de Myassa

Par Myassa Messaoudi

## **Non !**

Nous savons tous que Bouteflika, au-delà de son enveloppe charnelle sérieusement dégradée, est le nom de quelque chose. Ce quelque chose s'appelle le système. Et le système pourrait très bien lui survivre. Cela signifie-t-il que le peuple devrait se décourager, et laisser continuer cette mascarade de gouvernance profitable aux détenteurs des capitaux qu'ils soient locaux ou étrangers ? (Je pars du principe que vous avez tous saisi l'alliance objective entre la mondialisation débridée et l'extrémisme religieux et idéologique).

La réponse est Non !

Il y va de notre dignité de citoyens d'assister un homme au crépuscule de sa vie afin qu'il la finisse dans la dignité. La notre en dépend également. En exigeant le départ de ce président grabataire et incapable de la moindre expression que celle de l'hébétément, nous signifions aux satrapes qui l'entourent que nous sommes en tant que peuple encore capable d'exercer notre rôle de gardiens de la souveraineté nationale. Que si risque il y'avait, ils en seraient les uniques responsables. Eux et les extrémistes religieux qu'ils ont installé en bâillon à

l'émancipation, et en faire-valoir de leur piètre gouvernance.

J'invite aussi toutes nos plumes, tous nos artistes, tous nos penseurs à manifester clairement et ouvertement leur soutien au peuple. La moindre ambiguïté ou hésitation profitera aux fous de dieu qui guettent dans l'ombre. Soyons transparents dans nos engagements si nous voulons être crédibles et sincères dans nos ambitions démocratiques.

Le peuple que vous disiez, amis du savoir, perdu pour le changement, vient de vous asséner une leçon de courage et de grande conscience.

Soyez à la hauteur de ses aspirations ! C'est l'occasion de montrer au monde que nous sommes capables d'une évolution sans crimes, ni, dégradations. Les « printemps » arabes doivent nous servir d'exemple à ne pas suivre dans

leurs dérives et récupérations, mais sûrement pas de dissuasion !

Si vous connaissez une autre recette pour le changement que la mobilisation, dites la nous ! (15/12/18)



## **Ces présidents crapauds qui ne seront jamais des princes**

Comme elle était douloureuse la chute de Bagdad, pourtant je n'ai jamais pleuré son dictateur. Comme elle était révoltante la prise de Tripoli, pourtant je n'ai pas regretté son tyran insolite. Comme elle était malheureuse l'évolution de l'Egypte après la révolte, pourtant j'ai crié « Bon débarras ! » à son despote. Des dictateurs, et des dictateurs on ne connaît que cela dans ma triste région. Une aubaine même pour le plus maladroit des conquérants.

Ils commencent pourtant bien leurs carrières. Puis petit à petit virent en glue meurtrière. Ils ne savent pas sortir par les grandes portes. Ils finissent pendus

comme des voleurs ou lynchés comme des chiens.  
Je n'ai regretté que les âmes innocentes qu'ils ont trainées dans leur chute.  
Nous, nos terres spoliées et notre bonheur !  
Je ne suis pas en colère, ni moi ni les miens. Nous continuerons notre combat pacifique. Nous essayerons d'être sages pour préserver le sang précieux de nos compatriotes.  
Nous continuerons nos sit-in et nous désobéirons massivement. (03/03/19)

## **Abdelbari Atwane, Sami Kleib et consort, on vous aime bien aussi, mais de grâce taisez-vous !**

« Personne ne se mêle de nos affaires ! » disent beaucoup d'Algériens. Je ne suis pas d'accord avec cette demande. Que le monde entier commente et voit ce qui se passe en Algérie. C'est une grandeur et une dignité, de par les temps qui courent, que d'être cité en résistant.

Le peuple est affairé à gérer une bombe qui s'appelle le cinquième mandat. Il joue une partie mortelle avec un pouvoir qui a décollé de la réalité de son temps. Un pouvoir qui n'a pas vu venir une dure contestation. Un pouvoir qui calcule seul dans son coin, sans peuple et sans institutions.

Il y'a un moment que tous ceux qui ne lisent pas nos écrivains irrévérencieux, et ne suivent pas notre journalisme hors organes et institutions ne comprennent plus rien à l'Algérie des temps actuels. Ils sont restés heureux prisonniers d'une histoire nationaliste panarabe qui a fait un pschitt bruyant. Non pas qu'on l'est exclu en tant que peuple dit « arabe », mais parce que nos vénérables dirigeants, tout comme les leurs, ont trahi depuis belle lurette les prétendus idéaux d'union et de solidarité.

Le peuple ne mange plus de ce pain. Même les religieux made in Saoudia font profile bas. Eux, au moins ont compris que la religion fait de moins en moins recette. Qu'un début de nécrose l'affecte !

L'Algérie a des liens évidents avec les peuples arabes. Une histoire, une langue, une confession et quelques ennemis communs. Ce que je lis dans une certaine presse de cette immense région est l'expression d'une méconnaissance totale des évolutions qui secouent le Maghreb. La presse arabe présente dans l'hexagone est un peu plus nuancée et objective.

Personnellement, je n'ai rien contre les anciens vétérans de la cause panarabiste. Ils ont même une affection évidente envers les algériens. Elle est juste un tantinet paternaliste, ce qui lui confère des faux airs condescendants. Dire que Bouteflika est un ascète relève presque de la naïveté quand il ne trahit pas une absence totale de distance.

Le peuple algérien est capable de décider de son sort. Il ne faut pas l'infantiliser, ni lui suggérer ce qu'il a à faire. Pour une fois, faites confiance à la jeunesse et passez le relais.

Un monde disparaît avec quelques gloires et beaucoup de déceptions. Amis de cet autre temps, dressez les bilans. Dites aux jeunes vos erreurs. Alors, peut être, avancerons nous dans la bonne direction ! (05/03/2019)

## **Mes amis, ce que j'ai à vous dire ne vous plaira peut être pas !**

Je ne soutiens aucun candidat. Je ne brigue pas le moindre mandat, je n'ai pas attendu que la gouvernance recule pour lutter contre le système. Je peux donc continuer à dire ce que je pense en toutes libertés.

Les manifestations ne sont pas toujours déclenchées par des mains invisibles et malveillantes comme le pensent certains. Personne ne peut déclencher des mouvements de foules de cette ampleur juste parce qu'il le souhaite. En revanche, la maîtrise et l'orientation des foules est une science bien rodée. Elle s'est illustrée autours de nous sous toutes ses formes. Et elle n'a qu'un objectif, la mort du projet de toute émancipation populaire.

Je vois pointer le nez du macabre clown BHL. Des éloges de personnalités qu'habituellement l'odeur des guerres et du sang allèchent. Une presse mensongère qui du jour au lendemain nous encense de milles fleurs et flatteries. Nous sommes subitement devenus séduisants et formidables. Prudence et encore prudence.

J'en appelle à tous les activistes de mon pays, à tous ceux que seule l'instauration d'un état de droit motive, d'être vigilants et responsables. Notre quête d'une indépendance pleine et entière ne doit pas nous faire oublier qu'on vit dans un monde de puissants marchands de sang, de monnaies et d'or noire, et

les marchands, ça n'aime pas voir les peuples s'émanciper !  
Nous avons un peuple formidable, mais évitons de porter en gloire quelques scènes d'adolescents aux propos dénués de toute responsabilité. Ils sont jeunes, intelligents et déterminés, alors ayons de l'égard et du respect pour leur flamme sacrée et leur jeunesse. Ne les poussons pas du haut d'un précipice pour hâter un projet nécessitant temps et finesse.

Prudence et encore prudence

Nous ne sommes pas plus malins que les autres mes amis, mais nous pouvons être plus avisés et tirer de meilleurs enseignements des expériences des autres peuples. Ce qui se passe n'est original que pour ceux qui ne lisent plus.

On manifesterait demain et encore s'il le fallait. Pacifisme et ouverture d'esprit sont requis pour réussir ce changement historique sans effusion de sang et dans l'unité. Croyez-moi nous sommes attendus !

Je dis mon modeste mot devant l'histoire, et je m'en vais !

(14/03/2019)



## Le haïk, une reconquête identitaire ou le symbole d'une domination qui persiste ?

La révolution du sourire n'en finit pas de nous surprendre. Un peuple qui décide, non seulement, de chasser les satrapes qui le gouvernent, mais qui plus est, s'y adonne avec détermination, humour et gaité. On le croyait incapable d'un tel civisme. « C'est une génération perdue » aimait à répéter la gouvernance pour mieux le marginaliser. Mourir dans une embarcation de fortune au large de la méditerranée laisse indifférent même les dit « civilisés ». Ainsi va l'ère fasciste du néomercantilisme.

Les islamistes sont les premiers surpris par le soulèvement populaire. Ils avaient déjà arrangé leurs petites affaires avec les squatters du palais. Ils y ont leurs rond de serviettes et leur pot de lait. Ils pensaient avoir réglé la carence de leur programme moyenâgeux en poussant à la haine des femmes et leur exclusion. Mais le peuple en a décidé autrement. Pour le moment !

Les rues d'ordinaire timidement investies par des femmes pressées de les quitter, se sont allègrement transformées en lieux de contestation mixtes et bienvenues. Des femmes de tous âges, belles et mobilisées criant à la chute du pouvoir. Côte à côte avec les hommes, main dans la main ! Comme au jour mémorable de l'indépendance.

C'est alors que des appels à manifester en haïk inondèrent certains réseaux. Je n'en fus que moyennement surprise. Cette nostalgie revenait de plus en plus sur certaines pages des réseaux.

Elle me mit en colère dans un premier temps. Ce carré de soie ou de coton géant qui couvrait les corps des femmes de mon pays est tout aussi contraignant et humiliant que le hidjab. En creusant le phénomène j'en conclus qu'il se voulait retour aux traditions du pays. Une manière de se réapproprier l'héritage culturel cannibalisé par l'invasion islamiste de pays lointains. L'algérien a soif de son moi.

Mais revenons au haïk !

Le haïk n'a ni boutons, ni ceintures, ni velcros. Il se coince sous les bras. Ce qui procure la mobilité d'un manchot. Au niveau du visage, certaines femmes utilisent une épingle de nourrice pour l'empêcher de glisser par-dessus leurs têtes. Elles utilisent aussi leurs mains pour le pincer entre le pouce et l'index tout en serrant leurs bras contre leurs corps pour qu'il ne tombe pas par les côtés.

Quand une femme avait un panier, ou un bébé à porter. Parfois les deux en même temps. Elle retenait la partie supérieure de son haïk avec les... dents ! je vous laisse apprécier le degré de fluidité du mouvement quand vous êtes emmitouflée dans ce large tissu.

Avec des copines, on a pris un drap ancien au décor ajouré, et une nappe blanche en lin pour l'essayer. On a conclu que sa place, comme le FLN, serait bien au musée. (17/03/2019)

## A.l.g.é.r.i.e.(s)

Sidi Bel Abbes, ville de l'ouest algérien. Un vendredi de manifestation comme il y en a depuis quelques semaines. Le peuple a encore refusé les modifications chiches de la caste. Il veut son départ.

La prière du vendredi n'est pas encore finie et déjà des voix scandent dans la

rue. « A bas le système ! », « partez tous ! ». Je m'empresse de sortir. J'hésite à porter mon chapeau, mais l'envie de mettre à l'épreuve l'indice de tolérance collective l'emporte. « Tout le monde s'en fiche tante ! » finit par me convaincre l'observation de mon neveu. Un bon point, me dis-je !

Je rejoins, pancartes à la main, le cortège humain qui inonde la rue. Je veux rappeler la cause des femmes. J'entends déjà que c'est pour plus tard. Que notre cause peut attendre. Les femmes ont donné leur sang pour la première indépendance, ensuite on les a renvoyées aux fourneaux.

Djamila Bouhired, figure de proue de la révolution, est pourtant plus honorée que jamais. On se sert de son aura, mais on oublie que la cause de ses semblables souffre le dédain. L'algérien a cette particularité d'aimer les femmes fortes. Il leur passe tout ce qui habituellement le choque. Sans cesse, il se réfèrera aux grandes dames qui brisent les tabous et les dangers pour asséner celles qui ne résistent pas à l'asservissement. Celui que les codes et les lois misogynes lui infligent. Un paradoxe dont il faut creuser les causes, mais qui a l'avantage d'encourager l'audace de marcher à contre-courant. L'état de droit se fera avec les femmes, ou ne se fera jamais.

Je marche au sein d'une foule fraternelle qui réclame avec force et sourire le droit à une vie digne. Une foule qui marche avec deux sacs poubelles à la main. Un pour les déchets et un pour l'oligarchie.

J'ai fini la soirée à discuter avec un jeune homme convaincu que la femme avait tous ses droits. Je lui ai expliqué des choses que je pensais qu'il savait. J'ai compris que nous les activistes n'expliquions pas assez. Que les hommes résistaient par ignorance ou par paresse. Que la femme qui a enfanté Larbi Ben Mhidi ou Zabana méritait mieux que le code de l'infamie. (SBA, Algérie, avril 2019)

## Qui suis-je ?

Qui est-on lorsqu'on n'est pas kabyle ? On peut être chaoui, mouzabite, touareg ... berbère en somme !

Et qui est-on lorsqu'on n'est pas tout cela ?

Arabe ! Diront la majorité.

Et l'Afrique alors ? N'est ce pas qu'on est situé au nord de ce continent. N'a-t-il donc aucune trace ou influence sur notre histoire ? Seules les nations nous ayant soumis semblent imposer leurs empreintes.

La question identitaire en Algérie se pose depuis presque toujours. L'histoire du pays vacille entre colonisations, guerres de libération et crimes identitaires continus. Nous pouvons nous targuer d'avoir eu des révolutionnaires hors du commun, et malheureusement les piètres hommes d'état et visionnaires politiques.

Depuis l'indépendance du pays, les choix politiques se sont substitués à l'identité de l'Algérie. Panarabisme et islamisme ont fortement contribué à fragiliser la relation du pays avec son moi ancestral. L'orient continue d'exercer sa domination culturelle au nom de ses conquêtes passées. L'Algérien considérant cette épopée historique comme une alliance glorieuse, ne discerne toujours pas l'occupation de ses terres, d'un pacte « consenti » d'extension au service d'autres empires.

Les héros ayant résisté aux assauts guerriers venant d'orient et d'Asie continuent d'être les grands oubliés de l'histoire. Saurais-tu m'en citer un toi qui me lis ? En dehors de Kahina considérée dans l'imaginaire collectif comme une sorcière, les noms viennent difficilement. Cependant, il est certain que tu connais Okba Ibn Nafi, le général arabe qui a conquis l'Afrique du nord. Est-ce que tu connaissais Koceyla ?

La langue, celle que parle tout le monde en Algérie semble, n'en déplaie à beaucoup, être l'algérien. L'arabe classique étant uniquement réservé aux domaines académiques. Personne ne l'utilise dans la vie courante à l'instar du latin en Europe. Le tamazight continue de traverser les temps dans les régions berbères, et le français vient tout de suite après.

Il est temps de corriger les erreurs du passé. C'est le moment de regarder notre histoire loin des enjeux idéologiques et des ambitions extérieurs. Il est temps d'être enfin libres.

Non je ne suis pas kabyle. Je suis juste quelqu'un qui a pris le temps de lire et de comprendre ses compatriotes. J'entends leurs voix.

Le moment de la construction démocratique du pays a sonné, et pour tout le monde. La question berbère, les femmes, la langue, l'histoire, la place exacte de la religion, la deuxième république. Pour tous ces sujets, c'est urgent et c'est maintenant !

Le train de la révolte passe rarement deux fois. (21/04/2019)



# Avec le peuple algérien, Pour l'émancipation

Document (12 Mars, 2019)

Depuis deux semaines, l'Algérie connaît de massives et pacifiques manifestations populaires. Au-delà du rejet des prétentions de Bouteflika à une présidence à vie, cette mobilisation porte les espérances d'une jeunesse avide de changements démocratiques et sociaux. C'est tout un peuple qui se lève pour reprendre en main sa destinée et la soustraire aux volontés d'une gérontocratie autoritaire, autiste et dépassée.

Par le passé, la caste dirigeante, pour se maintenir au pouvoir, condition de la préservation de ses privilèges tirés de la mainmise qu'elle exerce sur l'économie et les richesses du pays, a recouru à de sanglantes répressions à l'encontre de mobilisations populaires. Cette fois encore, malgré la dimension de la mobilisation populaire, l'éventualité d'une telle option n'est malheureusement pas à exclure.

C'est donc en toute conscience qu'en France, femmes et hommes épris de justice et de liberté, conscients des liens humains que nous avons avec le peuple algérien et ses forces d'émancipation, nous nous sentons interpellés et mis en



devoir de solidarité active avec le peuple algérien qui se révolte contre une autocratie d'un autre temps. Nous nous déclarons mobilisés pour suivre l'évolution de la situation en Algérie et mettons en garde les gouvernants en place contre la tentation du recours à la force. S'il advenait que, face à la mobilisation populaire, les dirigeants algériens optent pour la répression, nous veillerons de façon déterminée à ce que les auteurs d'actes répressifs violents et sanglants répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes. Cette fois-ci, l'impunité, qui est devenue une norme de la gouvernance de M. Bouteflika, ne sévira pas, c'est notre engagement, notre devoir et notre serment. C'est en cet objectif que nous nous constituons en un comité international dénommé Solidarité Algérie. Tout en saluant, une nouvelle fois, le caractère pacifique et démocratique des manifestations en cours en Algérie, nous appelons les autorités du pays au strict respect des droits de l'homme et du citoyen. Nous affirmons qu'au

XXI<sup>e</sup> siècle, il est possible de traiter des situations de mutations sociales majeures par le dialogue et la négociation politique.

Nous appelons l'ensemble des personnalités et des organisations progressistes de France et d'ailleurs à se solidariser de la lutte légitime du peuple algérien, car le combat pour les libertés et les droits des peuples ne se divise pas.

*Mourad Tagzout (conseiller municipal Ivry (94), Stéphanie Roza (universitaire), Soad Baba Aïssa, Chafia Outerbah, Alberto Arriacruz, Lionel Citot, Mohand Bakir, Solange Cidreira, Eliane Assassi (sénatrice de Seine Saint Denis), Pierre Laurent (sénateur de Paris), Emmanuel Maurel (député européen), Younous Omarjee (député européen), Mathilde Panot (député), Georges Dagher (directeur de recherche INSERM), Raymond Maillard (rédacteur en chef de Militant)...*

# Halte à la répression du peuple algérien, pour le respect des droits de l'Homme

Document (16 juillet 2019)



Depuis près de cinq mois, le peuple algérien manifeste, avec constance, fermeté et courage, pour en finir avec un système autoritaire militarisé qui lui est imposé depuis l'indépendance. Ses revendications sont réaffirmées chaque vendredi, à travers tout le pays : instaurer un Etat de droit garant des libertés individuelles et collectives, promoteur de l'égalité citoyenne - dont celle entre les femmes et les hommes - et la justice sociale.

Grâce à son pacifisme, loué sous toutes les latitudes, le peuple algérien a pu déjouer jusqu'ici toutes les manœuvres de diversion, toutes les tentatives de division, toutes les manipulations d'un pouvoir qui se révèle tel qu'il est : derrière une façade civile, un pouvoir militaro-sécuritaire, qui ne trompe ni les Algériens ni l'opinion internationale.

Ces dernières semaines, le pouvoir a décidé de mettre au pas les marches pacifiques du vendredi : arrestations arbitraires pour le simple fait d'avoir manifesté pacifiquement ou d'avoir brandi un drapeau berbère, passages à tabac de manifestants, matraquages médiatiques et campagnes de haine sur les réseaux sociaux, sont autant d'outils de la répression.

Lors de la manifestation du vendredi 5 juillet, des scènes de violence policière ont été révélées au monde entier : des policiers se sont acharnés à frapper des manifestants à terre et ne constituant aucune menace pour eux ni pour quiconque. La liste des violations des droits de l'homme est déjà longue et ne cesse de s'allonger dangereusement.

Cette répression ne doit pas être tue. Elle doit être dénoncée fermement, vigoureusement, par toutes les consciences libres.

Nous appelons toutes les associations et organisations à dénoncer ces atteintes aux droits de l'Homme.

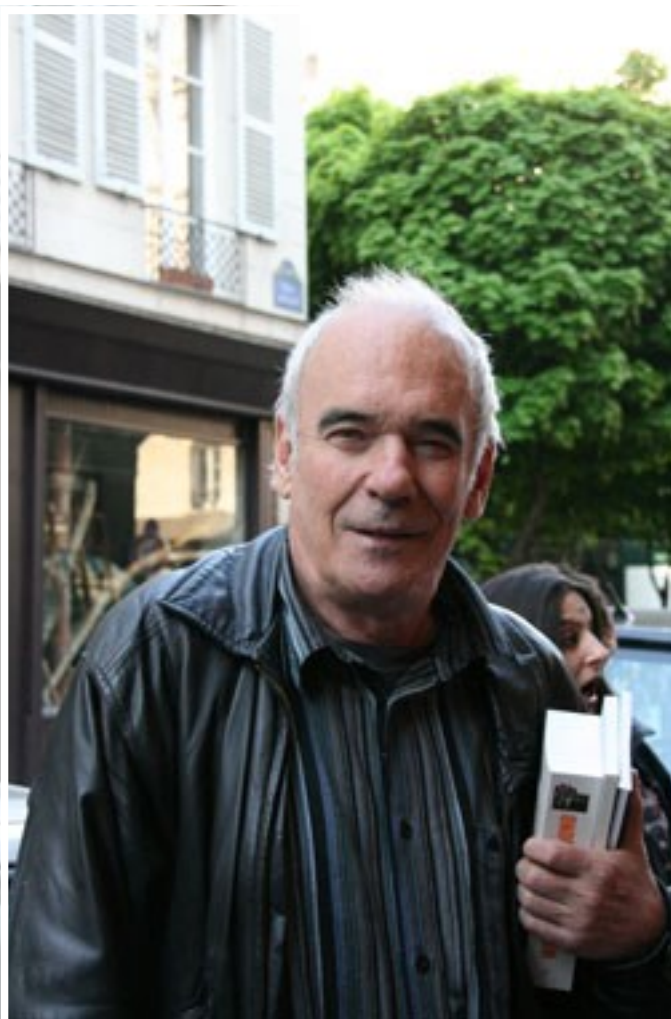
Nous appelons à l'arrêt immédiat de la répression et des persécutions ainsi qu'à la libération de tous les détenus d'opinion.

Parmi les signataires : ACDA (Agir pour le changement et la démocratie en Algérie), Ajouad Algérie Mémoires, APEL-Egalité, Omar Bouraba (militant associatif), Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie, Collectif national diaspora algérienne - France, Collectif Vigilance Mouvement-22 Février (CSVM-22 Fev), Debout l'Algérie, FFS (Front des forces socialistes)-France, Ibtykar, Jil Jadid-Europe, Raymond Maillard (revue Militant)...

Pour vous joindre à cet appel : [acda.dz@gmail.com](mailto:acda.dz@gmail.com)

# Les sciences sociales dans une perspective post-capitaliste : une porte ouverte à la science-fiction ?\*

Par Jean-Pierre Garnier



Dans un article publié dans la *New Left Review*, « The Future of the City », le géographe urbain étasunien, Frederic Jameson, théoricien critique de la notion — de fait un pseudo-concept — de « post-modernité » et de ce qu'elle recouvre, à savoir l'entrée dans un monde que le philosophe slovène marxiste Slavoj Žižek qualifie de « post-politique »<sup>1</sup>, affirmait ce qui suit: « *Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme* »<sup>2</sup>. Je pense que cette appréciation est un bon point de départ. Pour aller où ? Peut-être à une impasse si la conjoncture socio-politique présente tant au niveau national qu'à l'échelle internationale devenait structurelle. Le problème, en effet, à la fois idéologique et politique, est que aujourd'hui personne ne désire, bien sûr, le premier terme de cette alternative, mais que presque personne non plus ne désire le second en dépit des grandes proclamations de maints leaders, intellectuels et journalistes progressistes contre le « capitalisme néolibéral financiarisé et globalisé ». Car ce qui ne plaît pas à ceux-ci, en réalité, ce n'est pas le capitalisme en soi mais seulement sa version néolibérale. Il suffit, pour le vérifier d'examiner leurs propositions ou modèles « alternatifs ». À cet égard, les programmes des partis politiques de la gauche dite radicale tels que Podemos en Espagne et les Insoumis en France ou les innombrables articles du mensuel citoyeniste français *Le Monde diplomatique* offrent un bon exemple des limites idéologiques — pour ne pas parler de leur mise en pratique — de leur anticapitalisme. L'« autre monde possible » qu'ils revendiquent et dont ils se revendiquent est un autre monde capitaliste, un monde autrement capitaliste mais non un monde autre que capitaliste. Ce qu'ils critiquent dans le capitalisme c'est seulement l'irrationalité de son fonctionnement et l'immoralité de ses excès, non le fait que ce mode de production soit un mode d'exploitation des êtres humains (ou du moins de la ma-

\* version française d'une intervention faite au XV Coloquio Internacional de Geocrítica LAS CIENCIAS SOCIALES Y LA EDIFICACIÓN DE UNA SOCIEDAD POSTCAPITALISTA, Universidad de Barcelona.

jeurité d'entre eux) et de l'environnement. Le vocabulaire même de ces adversaires du néolibéralisme reflète le caractère « modéré » de leurs ambitions et revendications : les mots « bourgeoisie », « prolétariat », « exploitation », « lutte des classes », « révolution », « socialisme », « communisme », etc. ont disparu ou sont en voie de le faire ; les vocables qui les ont remplacés sont de plus en plus consensuels: « le commun », par exemple, comme nous le verrons, ce concept nouveau ou reformulé qui a de nos jours beaucoup de succès parmi les mili-

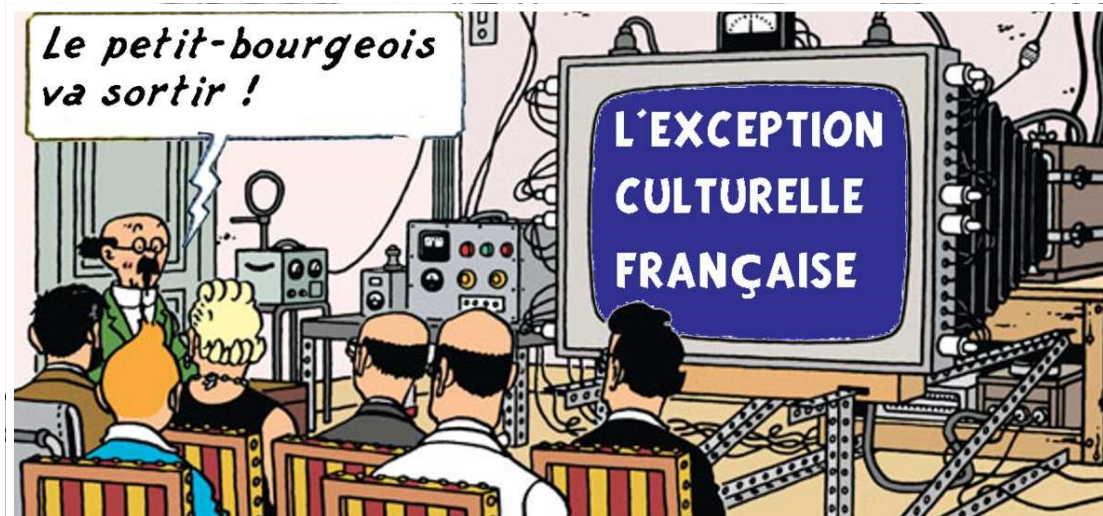
tants citoyennistes, les marxistes de la chaire et autres libertaires d'amphithéâtres universitaires.

La majorité des chercheurs en sciences sociales, y compris ceux qui, dans les années 70 du siècle précédent, croyaient que leur travail théorique pouvait contribuer à changer non seulement LA société mais aussi DE société, pensent maintenant que cette finalité n'a plus de raison d'être. Quand le XXI<sup>e</sup> siècle en était encore à ses débuts, l'historien français Gérard Noiriel, par exemple, très représentatif et influent dans ce qui reste de l'intelligentsia de gauche française, recommandait à ses pairs et ses lecteurs la voie qu'avait empruntée le philosophe étasunien Richard Rorty, l'un des principaux représentants de la pensée pragmatique *made in USA* : « *Puisque la démocratie est de nos jours notre unique horizon d'attente, tirons-en les conclusions* »<sup>3</sup>. Quelles conclusions? On va voir que celles-ci s'inscrivent dans le renoncement général à imaginer un «au-delà» du capitalisme. Pour G. Noiriel et ses pareils, le temps est révolu des théoriciens révolutionnaires « *animés par l'espoir que la rupture qu'ils désiraient introduire dans l'ordre de la connaissance allait bouleverser l'ordre du monde* »<sup>4</sup>. Cette illusion idéaliste fut, pourtant, partagée par de nombreux chercheurs qui, comme G. Noiriel, se targuaient de matérialisme historique mais qui, aujourd'hui comme hier, paraissent oublier ce qu'un éditorialiste lucide du *Monde Diplomatique* rappelait avec ironie aux «radicaux de papier»: « *Il est plus facile de changer l'ordre des mots que l'ordre des choses* »<sup>5</sup>.

### Une recherche paradoxale

Même si nous accordions à l'épithète «post-capitaliste» — comme à celui de «post-moderne» — une quelconque validité scientifique, on peut se demander si le choisir pour définir un type de société différente de celle que nous connaissons et subissons n'est pas, en soi, déjà significatif de l'abandon de toute perspective autre que capitaliste pour l'avenir de l'humanité. Doit-on considérer comme négligeable, en effet, le fait que l'on ne trouve plus de terme positif pour désigner un type de société qui soit véritablement différent que celui où nous vivons? Peut-être cette incapacité sémantique reflète t-elle une incapacité

conceptuelle (et donc politique) pour définir... ce qu'est devenu réellement le capitalisme? Cela permettrait de comprendre pourquoi, comme nous le verrons, nombre des mesures et solutions que l'on présente comme non capitalistes voire anticapitalistes s'avèrent parfaitement compatibles avec un capitalisme « réformé », « rénové », «



amendé », « civilisé », etc.

Certes, les échecs et les trahisons des idéaux d'émancipation collective au cours du siècle dernier par ceux-là mêmes qui s'en réclamaient pourraient expliquer l'abandon du langage qui correspondait à ces idéaux. Cela ne semble pas toutefois une raison suffisante. On y verrait plutôt un alibi pour éviter de paraître «extrémiste» dans une période où un néo-conservatisme, au sens propre et non usuel du terme — de nos jours, le conservatisme à l'égard de l'ordre capitaliste peut se parer des plumes de la radicalité critique<sup>6</sup> —, prédomine dans les mieux de la gauche «éduquée», où une position franchement anticapitaliste exprimée à l'aide d'un lexique adéquat ne manque pas de susciter un déchaînement de critiques virulentes ou méprisantes de la part de l'*establishment* politico-médiatico-intellectuel. Pourtant, et quoiqu'on en dise, une position de ce type paraît des plus justifiées. Le capitalisme continue en effet d'avoir des effets désastreux, peut-être aujourd'hui plus que jamais puisqu'il a réussi à combiner ses indéniables innovations et perfectionnements technico-scientifiques avec des niveaux de régression sociale (intellectuelle, éthique et politique) et de

dévastation écologique jamais atteints jusqu'ici.

Que l'on songe, par exemple, aux innombrables massacres et atrocités des diverses guerres déclenchées depuis les dernières années du XXe siècle par l'impérialisme étasunien et ses vassaux ou par djihadistes interposés (Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye, Ukraine, Syrie, Yémen...), qui matérialisent et concrétisent en toute clarté, si l'on peut dire, la barbarie que Rosa Luxemburg posait comme alternative au socialisme. En d'autres termes, les motifs ne manquent pas pour vouloir en finir avec ce mode de production qui s'avère être de plus en plus un mode de destruction tant de l'Humanité que de la Nature. D'où provient alors cette difficulté à penser un nouveau mode de production, interrogation qui n'a aucun sens, évidemment, pour tous ceux qui, à un titre ou un autre, ont intérêt à la pérennisation de l'existant. Manque d'imagination ou de désir ? Peur de l'inconnu ? Crainte de la violence ? Mélange de découragement et de résignation fruit d'une impuissance politique qui se traduirait en impuissance créative ? Ou tout simplement, frivolité et lâcheté ? À moins que, tout bien pesé, cette absence de volonté de rompre réellement avec le capitalisme soit le propre d'une fraction de classe qui, tout en le critiquant, lui est malgré tout redevable d'exister, celle que le révolutionnaire polonais Jan Waclav Makhański appelait les « capitalistes du savoir »<sup>7</sup>.

Contrastant avec ce qui précède, on peut évoquer la tradition du « socialisme utopique » (premier socialisme, proto-socialisme) suivi du socialisme libertaire ou de ces penseurs qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, sous l'influence d'un mouvement ouvrier en pleine croissance, élaborèrent des modèles de société supposés attester la possibilité pour les êtres humains de vivre dans « le meilleur des mondes ». Face à eux, surgirent les partisans et théoriciens d'un « socialisme scientifique » d'inspiration marxiste qui critiquaient ces illusions et ces rêves « idéalistes », mais qui étaient également convaincus que l'« au-delà » se trouvait sur terre et non pas au ciel, avec l'avènement du communisme. Instruits aujourd'hui par le cours de l'histoire, nous savons que, laissant de côté les divergences théoriques et politiques qui les opposaient, ces deux courants partageaient un même irréalisme, avec cet différence que le « retour au réalisme » des tenants du second déboucha sur l'instauration d'un capitalisme d'État qui, loin d'ouvrir la voie vers un quelconque socialisme, se transmuta en un capitalisme mixte, c'est-à-dire semi-privé, en Russie, en Chine, au Vietnam ou à Cuba.

Par la suite, dans les partis, organisations et cercles politiques de ce que l'on appelait l'extrême-gauche, se sont multipliés les recherches, les analyses et les diagnostics pour tirer les leçons de toutes ces expériences historiques plus ou moins négatives d'un « socialisme réel » jamais réalisé. Tandis que les uns s'employaient à fonder sur des bases renouvelées les problèmes d'organisation, de stratégie et d'alliances de classes en vue de la prise du pouvoir, les autres allaient à la recherche d'une nouvelle définition de ce que pourrait être une société non capitaliste. Mais ces deux séries de questions étaient dialectiquement liées, puisque les dirigeants, militants et théoriciens qui faisaient profession d'anticapitalisme avaient enfin compris que la manière de prendre le pouvoir jouait un rôle déterminant pour le type de pouvoir que l'on allait exercer et vice-versa. Néanmoins, depuis le dernier tiers du siècle dernier, les milieux politiques d'extrême-gauche ne sont plus seuls à se préoccuper de ces questions. Elles sont aussi objet de l'attention de nombreux chercheurs en sciences sociales, ce qui, à première vue, peut apparaître comme un paradoxe inattendu.

Qui est un tant soit peu au courant de l'histoire des sciences sociales sait qu'elles furent créées ou soutenues par l'État non pas précisément pour sortir du capitalisme ni, dit d'une autre façon, « faire la révolution ». Au contraire, depuis leur apparition au milieu de XIXe siècle, elles furent conçues et mises en œuvre pour préserver et consolider, directement ou non, l'ordre capitaliste menacé à l'époque par l'essor du mouvement ouvrier (grèves, émeutes, soulèvements, insurrections, révolutions...), auquel s'ajoutait la hausse de la délinquance et de la criminalité engendrée par la misère des classes populaires, bref par le fameux « spectre » du communisme qui, activé par le souvenir de la grande Révolution française, « tourmentait l'Europe », selon Karl Marx et Friedrich Engels. Comment, dès lors, renforcer l'ordre social ? Non par la seule répression ou la charité chrétienne, sinon par le biais de réformes. Réformes qui, souvent, furent présentées par la propagande gouvernementale comme « révolutionnaires » ! Comme le soulignait le théoricien et militant communiste italien Antonio Gramsci, l'hégémonie bourgeoisie se base, en premier lieu, sur le consentement des dominés et, seulement en dernière instance, sur la coercition. En d'autres termes, les sciences sociales ne furent pas conçues pour faire la révolution ni même y inciter, mais comme instruments utiles voire indispensables pour effectuer des réformes dans le cadre de la reproduction des rap-

ports de la reproduction, un processus que Karl Marx fut le premier à découvrir et analyser d'un point de vue matérialiste, ensuite conceptualisé avec profondeur par le sociologue et philosophe français Henri Lefebvre<sup>8</sup>. Aujourd'hui, cette fonction d'« éclaireurs » de la classe dirigeante dévolue aux chercheurs en sciences sociales en certains domaines « sensibles » reste la même.

Sans entrer dans le détail des implications complexes du concept de reproduction des rapports de production, il est toutefois intéressant de savoir au moins que le développement et les « mutations » du capital en tant que rapport social obéissent à une dialectique entre l'invariant et la nouveauté : ce mode de production ne peut survivre qu'à la condition de se transformer, et cela dans toutes les sphères de la vie sociale. Dans le domaine politique, par exemple, le Premier ministre et futur président de la République française Georges Pompidou, comprit très bien cette dynamique. Lors de sa campagne électorale de 1969, pour plaire aussi bien à l'électorat conservateur qu'à celui progressiste, il choisit comme slogan « Le changement dans la continuité ». Qu'est-ce qui doit changer, pourquoi et comment pour que le système capitaliste puisse surmonter ses crises (crises qui, d'un autre côté, font partie de son évolution normale dans des conditions non « régulées ») ? Les sciences sociales sont précisément chargées de fournir des réponses aux gestionnaires du système capitaliste bien que cela soit toujours à une condition : que cette finalité demeure occulte, qu'elle ne soit pas exposée au grand jour.

Pourtant, il y eut en France une brève période que précéda et suivit les événements de Mai 68 où cette fonction normalisatrice des sciences sociales fut remise en cause — au moins sur le papier — par des philosophes comme Michel Foucault, Jacques Derrida ou Gilles Deleuze, des sociologues comme Henri Lefebvre, Pierre Bourdieu, Jean Baudrillard, René Lourau, des anthropologues comme Maurice Godelier ou Emmanuel Terray. Pierre Bourdieu, en particulier, révéla que la raison d'être profonde des sciences sociales était de « rationaliser » la domination, aux deux sens du terme : à la fois la rendre plus efficiente, sur le plan pratique, au moyen d'innovations institutionnelles et techniques, et, sur le plan idéologique, la rendre plus acceptable (et acceptée voire invisible) grâce à des discours d'accompagnement à tonalité scientifique ou moralisante<sup>9</sup>.



On sait néanmoins que ces courants critiques dans les sciences sociales, y compris les études urbaines d'inspiration marxiste<sup>10</sup>, furent « récupérés » et même encouragés par les autorités étatiques après Mai 68. Cela dans le cadre, tout d'abord, de l'action menée par le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre de la droite moderniste, pour promouvoir une « nouvelles société » ; ensuite, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, avec l'appui officiel dont bénéficièrent les sciences sociales critiques pour faire advenir une soi-disant « société libérale avancée ». De fait, dans les deux cas, l'une des conditions pour rénover la domination bourgeoise consistait à rénover les sciences sociales. Car, les dirigeants politiques ont toujours à faire face à des contradictions, des crises et des conflits. Pour ce faire, ils doivent faire appel aux « lumières » que leur apportent des chercheurs capables de formuler et analyser les problèmes, dégager les facteurs explicatifs et proposer des solutions qui, si elles ne servent pas toujours à résoudre ces problèmes, sont au moins utiles pour « gérer » leur non solution. Or, de ce point de vue, une position critique à l'égard du monde social est plus productive qu'une position apologétique<sup>11</sup>. Les situationnistes forgèrent un concept pour définir cette fonction pseudo-subversive au service de l'ordre : la « critique intégrée ».

1 Zlavoz Zizek, Plaidoyer en faveur de l'intolérance, Climats, 2004 ; *Bienvenue dans le désert du réel*, Flammarion, 2005

2 Frederic Jameson, The Future of the City, *New Left Review* 21, May-June 2003

3 Noiriel, 2003.

4 *Ibid.*

5 Rimbart, 2011.

6 Garnier, 2017

7 Jan Waclav Makhaïski, 2014.

8 Lefebvre, 1973.

9 Bourdieu, 1981.

10 Garnier, 1977. 2018.

11 Garnier, 2007.

## **Le « commun » contre le communisme : un pas en avant dans la régression**

Dans ce contexte, il convient de se demander si les sciences sociales ont ou pourraient avoir la faculté (non pas au sens d'une habilitation juridique, bien sûr, mais d'une compétence intellectuelle, politique et aussi éthique) d'élaborer des modèles de société non capitalistes, comme le présuppose le thème de ce colloque. On pourrait répondre par l'affirmative si l'on prenait au pied de la lettre les discours écrits ou oraux d'un ensemble de chercheurs en sciences sociales spécialisés dans l'étude d'un nouveau phénomène social : les expériences collectives locales menées par des gens qui veulent « vivre autrement » sans attendre un changement général de société. Les recherches sont déjà innombrables portant sur ce thème réalisées par des sociologues, des anthropologues, des historiens, géographes ou politologues, et financées par les pouvoirs publics. Selon ces spécialistes académiques, la multiplication au cours des dernières décennies des expériences collectives de « vie alternative » sont la preuve, bien qu'elles soient minoritaires, de l'entrée pas à pas dans un monde post-capitaliste.

Cependant, dans les projets de recherche traitant de ces « modes de vie alternatifs », les chercheurs oublient ou feignent de ne pas savoir que, quel que soit le champ d'application de ces modes de vie et bien qu'ils se situent en marge des rapports sociaux capitalistes, leur développement prend place au sein d'une société demeurée capitaliste dont ils ne menacent nullement les bases. Et cela vaut pour toutes les expériences collectives qui rompent ponctuellement avec la logique économique ou institutionnelle dominante, comme c'est le cas pour certaines coopératives agricoles, artisanales ou industrielles, les « écoles parallèles », les centres socio-culturels autogérés ou les « jardins partagés ». Dans une période où, tandis que se poursuivent les réformes néo-libérales qui démantèlent peu à peu l'État-providence (coupes dans les budgets « sociaux », privatisation des services et équipements publics...), la précarité, l'appauvrissement et la marginalisation tendent à devenir la règle pour un nombre croissant de personnes, ces formes de « survie autogérée » viennent à point. En réalité, au-delà des proclamations « rebelles » de leurs promoteurs et des quelques « troubles à l'ordre public » que leur mise en œuvre peut parfois provoquer, non seulement elles ne remettent pas en cause le fonctionnement du capitalisme auquel reste soumise la quasi-totalité de la population, mais s'avèrent en outre parfaitement compatibles et même complémentaires avec lui.

Peu importe. Accorder à ces expériences un caractère subversif et même révolutionnaire présente deux avantages aux yeux des fins stratèges du maintien de l'ordre bourgeois. D'un côté on fait plaisir aux activistes qui y sont engagés au nom d'idéaux libertaires ou anarchistes; et, d'un autre côté on les dissuade (eux et d'autres qui refusent le mode de vie imposé par « le marché ») de renouer avec les luttes visant à mettre fin au règne du capitalisme, celles qui ont le communisme pour horizon. Je me réfère, bien entendu au communisme tel que Marx l'a défini, et non aux falsifications qui servent à légitimer diverses versions du capitalisme d'État, comme le notèrent dès le début du siècle dernier quelques théoriciens et militants marxistes — et non « marxistes » — dissidents, tels que, par exemple, les partisans d'un communisme des conseils (Anton Pannokoek, Anton Ciliga, Otto Rühle, Paul Mattick, Karl Korsch...) ou libertaire (Carlo Cafiero, Errico Malatesta, Sébastien Faure...). Le sociologue et philosophe marxiste Henri Lefebvre a proposé une formule adéquate pour résumer ce que devrait signifier le terme « communisme » : « *abolition de l'argent, destruction de l'État, autogestion généralisée* »<sup>1</sup>. Une vision des plus extrémistes du futur ! Par chance, contre cette perspective aussi insupportable qu'irréaliste, les sciences sociales ont réactivé et réactualisé un ancien concept qui rencontre aujourd'hui un certain succès dans les médias de la gauche « radicale » : « le commun ».

De fait, depuis le début de ce siècle, « le commun » est l'objet de nombreuses théorisations, aussi bien en France que dans d'autres pays. Mais les experts universitaires en radicalité qui s'occupent de cette affaire ont comme caractéristique... commune de ne jamais s'engager dans des luttes pratiques contre l'ordre établi, sauf, bien sûr, si elles relèvent de la « pratique théorique » (en référence à un concept oxymorique forgé par le philosophe Louis Althusser<sup>2</sup>). Deux de ces experts en France, Pierre Dardot et Christian Laval, l'un philosophe et l'autre sociologue, postulent dans un « *essai sur la révolution du XXIe*

siècle » l'avènement du « commun » comme idéal de substitution au communisme d'antan<sup>3</sup>. Un « principe, selon eux, qui s'impose aujourd'hui comme un concept central de l'alternative politique pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». En leur qualité de typiques mandarins universitaires sûrs du pouvoir des mots, c'est pour eux le « concept qui s'impose », et non le discours d'autorité des agents de cette imposition. Pour bien marquer le caractère décisif de ce paradigme, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère : « *il noue la lutte anticapitaliste et l'écologie politique par la revendication des "communs" contre les nouvelles formes d'appropriation privée et étatique ; il articule les luttes pratiques aux recherches sur le gouvernement collectif des ressources naturelles ou informationnelles ; il désigne des formes démocratiques nouvelles qui ambitionnent de prendre la relève de la représentation politique et du monopole des partis.* » Ni plus, ni moins !

Ainsi donc, déterrée de la glaise de la société rurale précapitaliste où les « communs » auxquels accédaient librement les paysans n'étaient pas encore privatisés par la noblesse terrienne, la notion de « commun » apparaît comme une véritable pépite conceptuelle. Elle est devenue le concept consensuel par excellence : les citoyennistes, les altercapitalistes, les radicaux de campus, les negristes<sup>4</sup>, les « alternatifs » de tout poil ont fait du « commun » leur mot fétiche. Depuis quelques années, Ce nouvel impératif catégorique est clamé tant par les gauchistes repentis qui ont mis de l'eau (tiède) dans leur vin rouge que par la nouvelle vague libertaire. Il a le mérite de ne déranger personne et de servir à tout le monde dans la perspective d'une révolution « soft » qui n'ôtera pas le sommeil des bourgeois pas plus qu'il n'incitera les néo-petits bourgeois à se réveiller.

On sait que la signification originelle des concepts du vocabulaire progressiste tels que « communisme », « socialisme », « démocratie », « république » ont subi déformations, falsifications et réappropriations par des partis, des gouvernements et des régimes qui n'avaient rien à voir avec l'émancipation, sauf par antinomie. Cependant, pour quelques idéologues de l'ordre établi qui suivent la mode du « commun », ce n'est pas une raison suffisante pour cesser de les utiliser. « *Nous pourrions abandonner ces termes et en inventer de nouveaux, bien sûr, écrit par exemple Michael Hardt, théoricien littéraire et philosophe politique étasunien, mais nous perdrons aussi la longue histoire des luttes, des rêves et des aspirations qui leur sont liées. Je crois qu'il vaut mieux lutter pour ces concepts en eux-mêmes pour restaurer ou rénover leur signification* »... quitte à les assaisonner à la sauce du « commun », comme le fait M. Hardt lui-même quand il postule la possibilité et la nécessité de « *réclamer le commun dans le communisme* », en plus de vider ce dernier de son contenu anticapitaliste, comme on peut le vérifier en voyant les implications pratiques dérisoires de cette innovation théorique.

À la différence du communisme défunt, dont le spectre, selon Marx et Engels, allait hanter l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, une « nouvelle Sainte Alliance » ne serait plus nécessaire pour en venir à bout. En laissant de côté le fait que celle-ci existe déjà sous diverses formes économiques, politiques ou militaires (pour l'Europe, entre autres, la « Troïka », et pour l'« Occident », l'OTAN) et qu'elle est déjà trop occupée à faire face à d'autres urgences, la promotion du

« commun » n'est en rien susceptible d'inquiéter sérieusement les pouvoirs établis. Certes, dans leur tâche de refondation théorique, les deux thuriféraires déjà mentionnés nous annoncent dès l'introduction du livre cité ci-dessus, « *l'émergence d'une nouvelle manière de contester le capitalisme, voire d'envisager son dépassement* », bref, « *la possibilité d'un renversement politique radical* ». Cependant, tous ceux que ce préambule offensif aurait pu effrayer ont dû se sentir rassurés au cours de la lecture des chapitres suivants et finalement pousser un soupir de soulagement en voyant confirmé, au détour d'un paragraphe,





dans un « *post scriptum sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle* », ce que les considérations précédentes laissent déjà entrevoir au milieu de galimatias pédants, de raisonnements spécieux et de citations décontextualisées, à savoir que, contredisant ce qu'ils affirmaient dans l'introduction du livre, « *en raison de son caractère de principe politique, le commun ne constitue pas un nouveau mode de production* ». Les auteurs précisent en outre que « *la primauté du commun n'implique donc pas la suppression de la propriété privée, a fortiori n'impose pas la suppression du marché* », sinon leur « *limitation* », leur « *subordination aux communs* »<sup>6</sup>. Comment imaginer un marché sans loi de la valeur, sans que celle-ci détermine les prix (en particulier, le prix de la force de travail, convertie — comme tout le reste — en marchandise), sans séparation du producteur du produit de son travail et des moyens de production, et par conséquent, sans aliénation des travailleurs? Un «marché civique» ou «citoyen», en somme, contrôlé par ces derniers est une absurdité théorique qui réjouirait sans doute Warren Buffet, Bernard Arnault et autres membres du *top ten* des capitalistes les plus en vue !

Est-il besoin de signaler la totale incompatibilité de cette vision œcuménique avec la pensée marxienne — et, plus largement, avec le combat contre le capitalisme, où sortir du capitalisme impliquait la suppression — progressive ou non — de la propriété privée des moyens de production et d'échange (y compris financiers) et du marché ? «Subordonner» ces derniers aux « communs » s'effectuerait, paraît-il, de manière pacifique ! Il ne s'agit plus d'«exproprier les expropriateurs» comme le préconisaient Marx puis les anarcho-syndicalistes, mais de les gagner à ce nouveau mots d'ordre rassembleur, à l'exception peut-être des «1%» auxquels les manifestants néo-petits bourgeois de Occupy Wall Street avaient réduit (un peu rapidement) les effectifs de la classe possédante, sans compter ses alliés des classes intermédiaires.

Sur le sujet, je laisserai le dernier mot à Enzo Traverso, historien des idées de l'Europe contemporaine et ex-militant trotskiste de la Ligue Communiste Révolutionnaire, qui termine tranquillement sa carrière académique aux États-Unis dans la prestigieuse Université (privée) Cornell. Dans un essai où il se demande « *où sont passés les intellectuels* », il prophétise en guise de conclusion qu'« *il n'y aura plus de révolution au XXI<sup>e</sup> siècle sinon les révolutions des biens communs qu'il faut sauver de la réification mercantile* »<sup>7</sup>.

Disparaissent, par conséquent, les affrontements avec les possédants, leurs représentants politiques et leurs «forces de l'ordre». «Le commun» a le don, en effet, d'inclure tout ce qui est ou doit être ou devenir commun à la communauté des humains. La division en classes de la société capitaliste, les antagonismes et conflits qui en résultent se trouvent effacés comme par miracle (un peu comme lorsque le directoire du capitalisme globalisé et ses porte-voix médiatiques se réfèrent à la soi-disant « communauté internationale » à l'échelle planétaire), et on en a donc fini avec la nécessité du communisme. Place à la communion! Après les infâmes communistes, voici venir le temps béni des nouveaux communiants !

### **De l'autogestion à l'autosuggestion**

Dans certains cercles radicaux ou prétendument radicaux, encouragés par des sociologues et des anthropologues du «quotidien»<sup>8</sup>, il est devenu de bon ton de défendre ou de promouvoir une vision du monde centrée sur le présent sans tenter de construire des châteaux en Espagne à propos du futur. La lutte pour une appropriation collective de l'espace urbain doit commencer «ici et maintenant», par exemple, sans se préoccuper de stratégies à long terme, c'est-à-dire sans savoir si la domination générale du capitalisme sur la ville s'en trouvera affaiblie. À coups d'occupations et de réquisitions «sauvages» de locaux vides (logements, ateliers, entrepôts...), on hébergera des familles sans domicile et des réfugiés avec ou sans papiers, on pratiquera l'aide gratuite aux devoirs scolaires de leurs enfants, on disposera de cuisines collectives et d'ateliers alimentés avec des produits récupérés et l'on organisera des activités festives pour gagner l'appui des voisins. Ce qui revient, tout bien pesé, à suppléer aux carences d'un État accaparé par d'autres priorités. En attendant, le reste des habitants continuera de se voir privé d'une expérience propre et donc non aliénée de la vie quotidienne urbaine et demeurera totalement soumis à la logique du profit. Tout le monde sait, en fait, que le fameux «droit à la ville», aujourd'hui, est plus exclusif et excluant que jamais, et qu'il continuera d'en être ainsi jusqu'à ce que les possesseurs du sol et de tous les moyens de production de l'espace urbain soient expropriés — ce qui, logiquement, ne se produira pas sans une résistance acharnée de leur part —, et à condition que, en outre, ils ne soient pas remplacés par une couche de bureaucrates et de technocrates échappant à tout contrôle populaire, comme cela est déjà arrivé sous les régimes du

socialisme d'État.

Le refus prendre l'avenir en considération va de pair avec la négation de la politique, c'est-à-dire de la remise en question effective de la domination bourgeoise sur l'espace urbain appuyée par les catégories supérieures de la petite bourgeoisie intellectuelle, représentants élus et technocrates locaux en tête. Pourtant, à écouter des chercheurs épris de «rebellitude», l'ouverture de quelques squats «alternatifs» et de «centres sociaux autogérés» serait à elle seule, le signe précurseur et prometteur d'un mouvement général de grande ampleur susceptible de contrer l'urbanisation du capital. «Tremblez, villes sans âme: de nouveaux envahisseurs sont parmi vous ! », s'exclamait, par exemple, dans un journal de la presse «alternative», un adepte cette «reconquête urbaine par le bas », célébrant de façon ludique la création de quelques lieux de ce type dans l'ancienne «banlieue rouge» de Paris en voie de «gentrification» plus ou moins avancée.

En effet, tandis que cet activisme de l'immédiat fleurit dans quelques interstices du territoire urbain provisoirement délaissés par les intérêts immobiliers, l'éviction des habitants des derniers quartiers populaires dans les parties centrales des grandes agglomérations poursuit son cours sans rencontrer de problèmes majeurs, au bénéfice des promoteurs et des pouvoirs publics soutenus par ces derniers. Tout cela veut dire que les véritables «nouveaux envahisseurs» sont pas ceux sur lesquels certains rebelles de pacotille se plaisent à fantasmer, mais, d'une part, les capitalistes de l'immobilier avec leurs «grands projets» de «requalification du tissu urbain», c'est-à-dire des multinationales du bâtiment comme Bouygues, Vinci ou Effage, par exemple, qui se répartissent les portions de territoires urbains dont les municipalités leur font cadeau ; et, d'autre part, les «gentrifieurs», néologisme supposé scientifique importé du Royaume Uni qui sert à ne pas appeler par leur nom les néo-petits bourgeois à la recherche d'aménités urbaines, qui, empêchés de s'établir au cœur même des métropoles en raison du prix élevé du logements ou des loyers, colonisent les anciens quartiers populaires situées à proximité des centre-ville.

Nonobstant, plusieurs charlatans diplômés persistent à raconter des histoires en présentant les expériences menées hors ou à la marge du cadre légal comme le germe d'une alternative préfigurant la transition vers une ville post-capitaliste. Ainsi en va t-il, par exemple, du sociologue français, Pascal Nicolas-Le Strat, autre chantré en vue du «commun », connu pour son langage ampoulé et pédant destiné à impressionner les lecteurs ou les auditeurs en lieu et place d'«analyses concrètes de situations concrètes» pour dégager de nouvelles potentialités sociales réelles. À cet égard, il vaut la peine de citer un extrait de sa prose sur l'«urbanité interstitielle», un échantillon typique de la contribution des sciences sociales au confusionnisme et aux illusions entretenues actuellement par certains chercheurs «de gauche» à propos de la promotion d'une «société différente» :

*« En raison de leur statut provisoire et incertain, les interstices laissent deviner ou entrevoir un processus de fabrication de la ville, ouvert, collaboratif, réactif et transversal. Ils nous rappellent que la société ne coïncide jamais parfaitement avec elle-même et que son développement laisse ouvertes de nombreuses hypothèses qui n'ont pas encore été exploitées. L'interstice constitue sans doute un des espaces privilégiés où les questions réprimées parviennent à se faire entendre, où certaines hypothèses récusées par le modèle dominant manifestent leur actualité, où de nombreux futurs minoritaires, entravés, bloqués, démontrent leur vitalité. En ce sens, l'expérience interstitielle représente la métaphore parfaite de ce que peut être le mouvement de l'antagonisme et de la contradiction dans la ville postfordiste: un mouvement qui s'affirme à mesure qu'il expérimente, qui augmente en intensité grâce aux modalités de vie et de désir qu'il libère, qui se met à la hauteur de ce qui est susceptible d'inventer et de créer »».*

Ce qui, effectivement, s'invente et se crée, à vrai dire, ce sont des discours purement rhétoriques dépourvus de tout impact concret sur l'évolution de villes. Il est probable que, à défaut de s'inscrire dans une stratégie de reconquête populaire des territoires urbanisés, ces espaces autogérés connaîtront le même sort, tôt ou tard, que ceux qui les ont précédés : éradication par les «forces de l'ordre», «intégration» comme espaces de consommation culturelle à la mode ou autodissolution par épuisement de leurs participants. C'est pourquoi, pour intéressantes et sympathiques qu'elles soient, il convient de douter que ces expériences d'autonomie, ponctuelles et minoritaires par rapport aux lois du marché et aux institutions de l'État, soient capables de menacer réellement le pouvoir de celui-ci et la domination de celles-là sur les classes populaires.

D'une manière plus générale, ces lieux d'expérimentation sociale collective jouent un rôle analogue à celui du soi-disant «tiers secteur» aux yeux des experts en «économie sociale» des années 1960, mais sans l'appui des autorités

étatiques. Elles ne font que plus que mettre en pratique les préceptes de la soi-disant «révolution moléculaire» préconisée par les philosophes Gilles Deleuze et le psychanalyste-philosophe Félix Guattari, qui connut son heure de gloire médiatique parmi une partie de l'intelligentsia française de Mai 68, à l'époque où les «contestataires» néo-petits-bourgeois devenaient plus modérés. Ladite révolution moléculaire était censée permettre d'éviter une véritable révolution en subvertissant l'ordre établi de l'intérieur et d'une manière douce, donc sans douleur<sup>10</sup>. «Des espaces infinis s'ouvrent à l'autonomie ! » Tel était le slogan à succès à l'époque aussi bien parmi les gauchistes quelque peu assagis, que dans les cercles de réflexion de la dénommée «deuxième gauche» française, partisane d'un «socialisme réaliste» et à la recherche d'une réponse «sociétale» à la question sociale<sup>11</sup>.

Plus proche de notre présent, le philosophe et sociologue libertaire irlandais John Holloway reprit le flambeau en proposant une théorisation inscrite dans une stratégie supposée «anticapitaliste» où il suffirait à chacun ne pas trop se plier aux normes de vie imposées par le régime capitaliste pour se dispenser d'avoir à réfléchir et agir dans la perspective d'une révolution. « *Le monde est plein de rébellions anticapitalistes* », affirme J. Holloway qui précise : « *l'anticapitalisme est la chose la plus commune du monde, il ne sert à rien de rêver à une révolution anticapitaliste, qui selon lui, serait seulement un autre tournant élitiste dans les schémas de domination* »<sup>12</sup>. Comme si les révolutions à venir ne pouvaient se reproduire que sur le modèle léniniste du parti d'avant-garde !

Bien qu'il soit erroné et même trompeur, le raisonnement de J. Holloway mérite que l'on s'y arrête car il ne manque pas d'originalité. Ainsi peut-on lire que si le capitalisme est en crise, ce n'est pas dû aux contradictions propres à ce mode de production parvenu à la phase de l'accumulation flexible et financiarisée, mais parce que « *nous n'intensifions pas notre subordination à sa règle à un degré suffisant pour qu'il fonctionne correctement* ». C'est aussi simple que cela ! L'humanité, si l'on en croit J. Holloway, ne serait pas suffisamment docile pour se plier aux exigences du « *toujours plus, toujours plus rapide* ». Ressembleraient hors de l'agenda post-capitaliste, par conséquent, la surexploitation des mineurs chinois ou des ouvrières du textile du Bangladesh soumis à des pressions qui renvoient au capitalisme le plus sauvage du XIXe siècle et que les révoltes sporadiques n'arrivent pas à alléger ; hors de l'agenda, aussi, dans nos territoires «occidentaux», les dizaines de milliers de «travailleurs détachés» acceptant sans protester des conditions d'emploi qui, si l'on veut les nommer adéquatement, obligent à reprendre l'expression qui paraissait obsolète d'«esclavage salarial»; hors de l'agenda, de même, parmi l'ensemble des classes populaires encore non soumises au minimum vital, tous les gens mus par un désir effréné de consommer excité par une multitude d'artefacts nés des « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (en réalité, propagande et publicité) ; enfin, hors de l'agenda, également, sur le plan politique, le découragement et la résignation que sont à l'origine de la dépolitisation et de la passivité de la majorité des victimes du néo-libéralisme, à l'exception des gens tentés par le vote-défoir en faveur de partis populistes de la droite radicale ou par la participation à quelques flambées d'«indignation» collective sans futur. Qu'on se le dise, pourtant : tout le monde résiste ! On dirait que J. Holloway n'a jamais mis les pieds dans une agence bancaire, un centre commercial, un stade, ou... un département universitaire, fût-ce que de sciences sociales et humaines. Et cela bien que J. Holloway réside et... «résiste» au Mexique comme professeur d'université à Puebla, où le conformisme, le même que celui qui prévaut sur nos terres européennes, soit le comportement le plus répandu, que ce soit dans le domaine de la production ou de la consommation (production y consommation de mots dans le cas des universités). Mais peu importe: « *Nous sommes la crise du capitalisme, nous sommes la crise du système qui conduit à notre destruction, s'écrie J. Holloway. Nous sommes la crise du capitalisme et de cela nous devrions nous enorgueillir* »<sup>13</sup>.

Au vu de ces auto-proclamations triomphalistes et un tant soit peu narcissiques, on est en droit de se demander si l'«élitisme» que l'on reprochait aux minorités d'avant-garde bolcheviques, maoïstes ou castristes de jadis ne revêt pas aujourd'hui une nouvelle forme chez ceux qui les dénonçaient. Sous la triple bannière du «refus», de la «résistance» et du «droit à la différence», ceux-ci présentent leurs «expérimentations alternatives», minoritaires elles aussi, comme autant de « *brèches* » ouvertes dans la logique propre du capitalisme<sup>14</sup>. Jusqu'à ce qu'elles intègrent les nouveaux modes ... et nouvelles modes de consommation culturelle — il faut de tout pour (re)faire un mode capitaliste ! —, comme c'est déjà le cas pour de les luttes «sociétales» qui ne prennent pas les fondements du capitalisme pour cible : écologiques, féministes,

homosexuelles, antiracistes. À leur manière, sans s'en rendre compte et, dans le cas contraire, encore moins l'admettre, ils se constituent en « élite » attendant que les « masses », comme on disait naguère, les suivent, en adoptant leur modèle inédit de subversion.

Ce que, en fin de compte, J. Holloway laisse entendre, c'est qu'il existe seulement deux voies pour sortir de la crise. L'une est d'accepter les exigences du capital et de s'incliner devant ses règles en sachant qu'il demandera toujours plus, que la prochaine crise surviendra bientôt si tant est que nos soyons sortis de l'actuelle, et que la voie du capitalisme n'est autre que celle l'autodestruction humaine. L'autre chemin serait celui du refus de la dynamique capitaliste, mais un « *chemin détourné consistant à le contourner* » par la construction d'autres manières de faire, d'autres modes de connexion les uns aux autres (d'où l'importance pour les « révolutionnaires du XXI<sup>e</sup> siècle » des fameux « réseaux sociaux » électroniques). « *Nous sommes toujours en train d'ouvrir ce type de brèches*, se félicite J. Holloway, *mais la question réellement pertinente est de savoir comment ces manières différentes de faire peuvent atteindre une force suffisante pour perforer le capital* ».

Ce « nous » qui revient sans cesse (« nous sommes la crise du capitalisme », « nous devrions nous enorgueillir », etc.) est symptomatique d'un discours égo-centrique, presque un monologue, s'adressant à des semblables sinon à des pairs, provenant d'une fraction de classe radicalisée parce que frustrée dans ses aspirations et ses ambitions de s'élever au-dessus de ses possibilités socio-historiques de petite bourgeoisie intellectuelle. Comme toujours, cette classe érige en norme universelle son éthique et les pratiques qui en dérivent, en faisant l'impasse sur les déterminations socio-économiques et idéologiques qui expliquent qu'elles ne rencontrent pas d'écho au-delà des cercles — pour ne pas dire des ghettos — de jeunes « rebelles » qui ont fait leur, dans une version « radicale », le slogan électoral du précédent président de la République française, François Hollande : « Le changement, c'est maintenant »... renvoyant une fois de plus aux calendes grecques la révolution, suspectée d'accoucher de nouvelles formes de domination, dictatoriales, cela va de soi. Il s'agit là assurément d'une prise de position assez paradoxale : s'imaginer vivre déjà dans un monde post-capitaliste au sein même d'une société capitaliste, comme si l'on pouvait sortir de celle-ci sans en avoir fini avec le mode de production qui la rend telle !

1 Lefebvre, 1978.

2 À propos de cet auteur, l'un des fondateurs du structuralo-marxisme, on peut lire un livre de l'historien marxiste anglais Edward P. Thomson : *Misère de la théorie Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*. Dans cet ouvrage, écrit en 1979, Thomson se révèle un polémiste assez violent. Sa cible est le « marxisme académique » comme « opium de la petite bourgeoisie intellectuelle » qui « cherche à s'encanailler dans l'extrême gauche ».

3 Dardot et Laval, 2015.

4 Negriste : adepte des thèses du philosophe post-marxiste Antonio Negri.

5 Hardt, 2016.

6 Dardot y Laval, *op. cit.*

7 Traverso, 2013.

8 Maffesoli, 1979.

9 Nicolas-Le Strat, 2007.

10 Guattari, 1977.

11 « Sociétal » : terme de plus en plus utilisé en France au lieu de « social » dans les discours dominants sur le monde social. Ce qualificatif se réfère aux relations interpersonnelles entre individus dans la société et, plus largement, aux questions relatives aux mœurs et aux modes de vie (sexuelles, raciales, culturelles, écologiques...), tandis que « social », avec ses connotations « socialistes », renvoie au rapports sociaux inégaux et souvent conflictuels d'origine économique entre groupes sociaux. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le syntagme « question sociale » traduisait l'état d'interrogation profonde et même de désorientation où se trouvaient plongés les dirigeants politiques et les économistes bourgeois, confrontés aux problèmes liés à la transformation radicale du travail résultant de la « révolution industrielle ». À la suite du développement de la condition salariale et de l'essor la classe ouvrière, les rapports de forces se modifièrent entre les travailleurs et les capitalistes, suscitant dans les rangs de la bourgeoisie la crainte d'une révolution sociale, c'est-à-dire socialiste sinon communiste. L'avènement du « sociétal » à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et le déplacement idéologique qu'il provoqua rassurèrent les classes dirigeantes : le problème que posait l'existence de la société capitaliste, à savoir la lutte des classes, fit place aux « problèmes de société », beaucoup plus faciles à « gérer ».

12 Holloway, 2012 (a).

13 Holloway, 2012 (b).

14 *Ibid.*

## Vers la planète citoyenne

Étant donné que, comme l'observait le sociologue Henri Lefebvre, «un paradoxe est souvent une contradiction non perçue», il reste à rechercher la contradiction dissimulée au cœur de cette vision — pour ne pas dire ce mythe— d'une société post-capitaliste en gestation compatible avec la survie du capitalisme. Cette contradiction s'enracine dans la position et la fonction structurellement contradictoire de la classe qui fait sienne cette vision, la petite bourgeoisie intellectuelle dont, qu'on le veuille ou non, nous faisons tous partie<sup>1</sup>. Ses tâches de médiation entre dominants et dominés (conception, organisation, contrôle, formation) dans la division sociale du travail font d'elle, comme l'a amplement démontré le sociologue Pierre Bourdieu, un «agent dominé de la domination». Cependant, cette situation objective est assez difficile à vivre subjectivement pour les gens qui se targuent de progressisme et à plus forte raison de «radicalité». Avoir conscience d'être à la fois dominé par la bourgeoisie et dominant par rapport au prolétariat, provoque, aussi bien individuellement que collectivement, un certain malaise existentiel difficile à supporter pour la majeure partie des membres de cette classe engagés «à gauche». À moins de recourir aux services coûteux d'un(e) psychanalyste — ils constituent le gros de sa clientèle —, ils préfèrent en général demeurer dans l'inconscience de ce rôle social ambigu, nier son existence et se réfugier dans la dénégation ou dans ce que le philosophe existentialiste Jean-Paul Sartre appelait la «mauvaise foi». De fait, professionnellement, le néo-petit bourgeois progressiste ne peut accomplir sans trop de gêne l'une ou plusieurs des tâches sociales qui lui sont affectées de par son appartenance de classe, que s'il ignore, volontairement ou non, consciemment ou non, ce qu'il est lui-même socialement. En d'autres termes, il ne peut «assurer» qu'à la condition de ne pas assumer. Ce qui explique pourquoi, en ce qui concerne les sciences sociales, les solutions alternatives «post-capitalistes», théoriques ou pratiques élaborées et proposées par les sociologues, anthropologues, géographes, historiens, politologues ou philosophes ne sont pas anticapitalistes, mais, dans le meilleur des cas, «altercapitalistes». Pour définir ce phénomène, une écrivaine surréaliste<sup>2</sup> et un philosophe post-situationniste<sup>3</sup> parlent de «subversion subventionnée».

C'est ainsi, par exemple, que la majorité des universitaires «de gauche», pour ne pas dire la totalité, ne remettent jamais en cause le bien fondé de l'institution qui les emploie ni la division capitaliste du travail que celle-ci contribue à reproduire, et qui fait des intellectuels une catégorie, pour ne pas dire une caste, séparée des autres en tant que détentrice du monopole de la connaissance, du savoir, de la culture, bref de l'intelligibilité du monde social, aux dépens des classes dominées et exploitées. Pour les plus progressistes, le système d'enseignement supérieur peut et doit être «démocratisé», mais penser à y substituer des formes égalitaires de formation demeure pour eux dans le champ de l'inimaginable. Apparemment, nous sommes maintenant très loin de l'expérience menée en France après mai 68, quand, à la faveur de la «contestation» de l'ordre établi de la part des étudiants et des intellectuels, on créa dans le bois de Vincennes, à l'est de la capitale, un «Centre universitaire expérimental», plus connu sous le nom de Paris VIII. Il ne fallait pas avoir le bac pour y être inscrit et les notes furent supprimées. Nombre des professeurs figuraient parmi les plus réputés en matière de critique sociale et plaidaient pour la disparition des «grandes écoles, sélectives et élitistes», tandis que d'autres faisaient cours sur des places ou dans certains jardins publics parisiens, dans des entrepôts ou des stations de métro.

Il convient néanmoins de signaler que cette «utopie concrète réalisée» (comme la dénommaient leurs initiateurs) dura seulement une dizaine d'années (1969-1980) et surtout qu'elle fut, dès l'origine, le résultat d'une «concertation» entre, d'une part, le Premier ministre Georges Pompidou et ses conseillers les plus éclairés, et d'autre part certaines têtes d'affiche de la «contestation», comme me le confirmera lui-même celui-ci, lors d'un déjeuner privé, devenu président de la République: «*L'idée qui s'est imposée, me confia t-il, fut de créer une cour de récréation dans le bois de Vincennes où les agitateurs gauchistes pourront faire leur révolution dans les salles de cours. Comme cela, ils nous fichent la paix dans la rue*». Aussi l'«utopie concrète» d'un enseignement supérieur ouvert aux inférieurs était-elle déjà en voie de normalisation avancée quand un gouvernement plus droitier que les précédents décida de

mettre fin à l'expérience en ordonnant la destruction des locaux au cours des vacances d'été, et le transfert des classes, des professeurs et des étudiants à Saint-Denis, une banlieue ouvrière au Nord de Paris. Bien plus... ou bien moins, à aucun moment, même au début, les enseignants, y compris les promoteurs de l'«analyse institutionnelle» qui théorisaient sur la «dialectique de l'instituant et de l'institué», remirent en cause autrement qu'en paroles la raison d'être de l'institution universitaire. Peut-être que le contenu et l'organisation des cours rompaient-ils avec la tradition, mais tant leur logique de fonctionnement interne (plus mandarinal que jamais, chaque sommité de la «pensée critique» faisant office de gourou auprès de groupies extasiés, ce qui incitait les enseignants/chercheurs débutants à essayer de grimper le plus rapidement possible dans la hiérarchie), que leur finalité (la fabrication d'une élite intellectuelle) échappèrent à «contestation».

Dans la revue *Les Temps modernes*, animée à l'époque par Jean-Paul Sartre, un article de François George, professeur de philosophie et membre du comité de rédaction<sup>4</sup>, provoqua un scandale parmi l'intelligentsia de gauche française en soulignant « *le caractère hiérarchique, voire quasi féodal* » de la relation des intellectuels avec les classes populaires. Ainsi allait-il jusqu'à affirmer que « *ce qu'il y a sans doute d'insupportable pour eux rien que dans l'idée de révolution prolétarienne, c'est qu'elle doit aboutir à la suppression de toutes les classes* [souligné par l'auteur]. Dès lors, « *en tant que tels les intellectuels, qui n'existent qu'en fonction la division de la cité en classes, ne peuvent qu'être les adversaires* » d'une telle révolution. Se définissant de ce fait comme « *propriétaire privées de l'intelligence, du savoir, de la culture* », ils pressentent en effet, selon F. George, que « *la collectivisation de la pensée ferait d'eux des chômeurs* ». Selon lui, « *les intellectuels plus ou moins fiers de l'être en tant que caste ou corporation, et même s'ils invoquent la "liaison aux masses", idéal de la prêtrise maoïste, seront amenés à définir un projet fondamentalement contre-révolutionnaire* »<sup>5</sup>. D'où leur propension à fétichiser le développement des forces productives, conçu comme « *autonome, extérieur au cadre capitaliste* » alors que celui-ci imprime à ce développement son orientation et son rythme, et à y discerner un autre type de révolution, la « *révolution scientifique et technique* ». « *Plaçant tous leurs espoirs dans la machinerie du savoir* », ils comptaient sur cette révolution, dans les années 60-70 du siècle dernier, pour les porter au pouvoir en lieu et place de la bourgeoisie. Et F. George, encore abusé comme nombre de gauchistes par le mirage soixante-huitard d'un réveil de la classe ouvrière, de prophétiser que « *la fameuse révolution scientifique et technique, au lieu d'être l'alibi d'une nouvelle classe dominante* », serait « *jugée par la vraie révolution* », celle « *où tout le monde se met à penser* », où « *tous ceux qui y participent sont intelligents* », où, par conséquent, « *l'intellectuel séparé disparaîtra comme figure grotesque du monde de l'aliénation.* »

De tels propos ne sont évidemment plus de saison de nos jours où la pensée critique ou qui se veut telle a regagné les ghettos universitaires, essaimant tout au plus dans les bacs-à-sable « alternatifs » néo-ruraux ou urbains où les anarchoïdes<sup>6</sup> se sont repliés. De ce qui précède, néanmoins, surgissent deux questions. La première est un tabou; la seconde, un sacrilège.

La première renvoie au paradoxe, c'est-à-dire à la contradiction, initialement signalé : quelle peut être la légitimité d'une vision de la société post-capitaliste élaborée par des experts en sciences sociales dont l'existence dépend, précisément, du maintien du mode de production capitaliste? On connaît déjà la réponse retorse des intéressés : faire croire (ou essayer de faire croire) que les solutions «alternatives» qu'ils proposent ou approuvent participent déjà du post-capitalisme. Parmi nombre de situations où ils se font fort de donner corps de manière empirique à une problématique scientifique, on peut choisir un autre exemple qui permet d'illustrer ce subterfuge: la constitution par des gens engagés dans la mise en pratique d'une «autre manière de vivre», de communautés locales auto-organisées censées enclencher un processus progressif et progressiste de réappropriation collective générale de la quotidienneté, à partir de la base, évidemment.

Dans un livre qui rencontra un certain succès aussi bien parmi les militants de la gauche «radicale» qu'auprès des géographes, anthropologues ou sociologues de cette mouvance, Jérôme Baschet, un historien qui navigue entre l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales) à Paris et l'État des Chiapas au Mexique, théorisa un nouveau modèle de société inspiré par les révolutionnaires zapatistes<sup>7</sup>. Contrairement à ce que l'on serait tenté de supposer, il ne s'agit pas d'exposer des recettes révolutionnaires pour le XXI<sup>e</sup> siècle, mais d'explorer, à partir de l'expérience zapatiste, « *des voies alternatives pour l'élaboration pratique de nouvelles formes de vie* » dans « *un monde libéré du capitalisme* ». Pour J. Baschet, ce qui importe est le résultat, non le processus :

réaliser une « *utopie socio-spatiale en marge* » et, si possible « *en dehors* » de la société. C'est pourquoi J. Baschet laisse de côté le fait que la révolution zapatiste a quelque chose à voir avec la lutte armée, une nécessité due, selon lui, à la spécificité du contexte politique mexicain. Dans les « démocraties » européennes, point ne serait besoin de s'affronter à l'État et ses forces répressives. Il suffirait de le « contourner » sur le plan spatial et de l'« éluder » sur le plan social ! La transformation du monde commencerait avec la « *création d'espaces libérés* » par des gens qui se seraient préalablement eux-mêmes « *libérés des conditionnements de la société capitaliste* » (consommation, publicité, productivisme, obsolescence programmée, etc.). Par la suite, cette « *transformation personnelle est de plus en plus vaste* »<sup>8</sup>. L'ambition de J. Baschet est, cependant, modeste : il se contenterait de « *5% à 10% d'espace libéré* » sur le territoire français. Il reviendrait dès lors à la bourgeoisie et à ses représentants politiques de juger de la compatibilité systémique de cette idée avec le règne de l'exploitation et de la domination capitalistes étendu au reste de l'espace national, quelque chose faisant, peut-être, également partie des « possibles » qui plaisent tant à J. Baschet et autres « subversifs » du même tonneau. Il est vrai que les zones en voie de désertification ne manquent pas et que ce projet se situe bien en deçà de celui de Félix Guattari et consorts pour qui « *des espaces infinis* » étaient supposées « *s'ouvrir à l'autonomie* ».

Ce type de réflexion théorique sur la sortie du capitalisme bénéficie d'un certain succès dans la sphère « radicale » parce que l'auteur donne une touche scientifique à une illusion répandue : croire que l'État, garant de la reproduction des rapports de production capitalistes, laissera tranquillement se développer des initiatives collectives de quelque sorte que ce soit qui pourraient menacer réellement la stabilité de ce système social. Pour peu qu'elle dépasse les limites de configurations minuscules, toute activité de production ou de distribution se retrouvera encadrée, soumise à la relation salariale et au marché. À cet égard, l'évolution des coopératives vers la forme de l'entreprise est exemplaire.

En réalité, l'organisation politique de communautés autonomes fédérées qui prendraient en charge les services de santé, éducation, justice et police, outre la production et l'échange, c'est-à-dire de la base économique et sociale tant du nouveau système social en gestation que de l'ancien en voie de dépassement (ce qui correspond plus ou moins à l'horizon communiste), est totalement incompatible avec le mode de production capitaliste et la permanence de l'État, sauf si le fonctionnement des lieux de travail est conçu, non pas selon le principe de l'auto-organisation et de la démocratie directe, mais dans le cadre de la soi-disant « démocratie participative » où les dominés, maintenus en réalité dans leur position subalterne sous la coupe des ingénieurs, techniciens et autres spécialistes, participent à leur propre domination. Autrement dit, un contrôle réellement démocratique, c'est-à-dire populaire de toutes les activités économiques impliquerait que l'ensemble de ceux qui en tirent un profit quelconque, que ce soit en termes d'avoir, de savoir ou de pouvoir, soient préalablement expropriés, et que soit mis fin à cette appropriation privative dont ils jouissent aujourd'hui, qu'elle soit d'ordre privé ou étatique. Cela donnerait sans doute lieu à une confrontation sévère qui n'aurait rien de pacifique. Or, le sous-titre du livre de J. Baschet, *Adieu au capitalisme*, est consensuel à souhait : *Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*. Nul doute qu'il faille de tout pour faire ou refaire un monde capitaliste, y compris des micro-sociétés postulées post-capitalistes mais qui s'intègrent à lui. Ainsi en va-t-il aussi, en fait, des secteurs de l'économie informelle ou du crime organisé : ils ne dérangent en rien la production officielle du profit ! Aussi, au lieu d'un « adieu au capitalisme », un simple « au revoir » paraîtrait plus adéquat puisque, au bout du compte, l'impression laissée par la lecture de ce livre et d'autres textes à vocation savante inspirées par la même orientation « modérée » n'est pas précisément d'avoir abandonné le capitalisme.

« *Jusqu'à preuve du contraire, le capitalisme ne permet pas l'existence en son sein de "germes, de fragments" d'une formation sociale qui ait pour vocation de subvertir les fondements des relations existantes. C'est la grande différence avec l'essor de la société bourgeoise à l'intérieur de l'ordre féodal et ensuite de l'Ancien Régime. La transformation radicale de la société actuelle ne peut être le résultat d'un processus progressif et cumulatif de création d' "espaces libérés". Par la dynamique de sa puissance, le capitalisme a la capacité de gagner tous les espaces, d'absorber et intégrer, tolérer et contrôler tous les "fragments" qui peuvent se construire en son sein* »<sup>9</sup>. L'auteur de ces lignes est, comme on le voit, en totale opposition avec le point de vue de J. Baschet. Ce n'est pas un historien ni même un chercheur en sciences sociales, sinon un essayiste et militant marxiste-libertaire. Au cours ces dernières décennies, Charles Reeve<sup>10</sup> a parcouru, d'un côté, une partie du monde pour participer à

des mouvements populaires auto-organisés, et, d'un autre côté, l'histoire des mouvements populaires pour analyser les moments où ceux-ci ont débouché sur des formes d'autogouvernement (Révolution française, Commune de Paris, révolution allemande des conseils ouvriers et de soldats de 1918-1920, révolution anarchiste espagnole de 1936-1937, «Révolution des œillets» portugais de 1975...). Ses deux axes de recherche sont complémentaires et indissociablement théoriques et politiques: le refus de la délégation de pouvoir et la démocratie directe. Il s'agit en outre de deux axes peu définis voire négligés dans les sciences sociales, au point même de ne pas être considérés comme scientifiques. Par qui ? Il n'est pas difficile de le deviner. Par les mêmes qui pensent qu'une compétence particulière leur est conférée non seulement pour contribuer au «changement social», tâche classique assignée par l'État aux chercheurs, mais aussi pour aider à la «transformation du monde», comme Marx l'intimait aux philosophes de son époque. Ici surgit la question sacrilège à laquelle j'ai fait allusion plus haut: l'État pourrait-il se mettre au service de la révolution, et ses serviteurs œuvrer à leur propre disparition comme caste détentrice du monopole de la connaissance sur la société ?

Certes, il ne s'agit pas de reprendre le vieux débat en vogue dans les sciences politiques (aussi vieux que lesdites sciences) au sujet de la compatibilité entre «le Politique et le Scientifique». Mais on est en droit de se demander si la compétence que s'accordent les chercheurs en sciences sociales en tant que telles les autorise à intervenir directement dans le champ politique pour définir ce que serait une société post-capitaliste et faire l'impasse par la même occasion sur ce qui ne correspond pas à leur vision de spécialistes de ces sciences. Ce qui conduit logiquement à présumer que, parallèlement à la «critique intégrée» qui se limite à ne prendre pour cible que la version néo-libérale du capitalisme, existent des «alternatives intégrées» au caractère analogue, au sens où elles laisseraient intactes ses traits fondamentaux, c'est-à-dire l'exploitation économique, la domination politique et le conditionnement idéologique, et, par conséquent, la structure de classe de la société. Dit d'une autre façon et plus clairement, le «post-capitalisme» ne serait pas autre chose qu'une nouvelle forme de capitalisme, un capitalisme rénové, bref, un «néo-capitalisme» d'une nouvelle génération. Reste à savoir en quoi consisterait sa nouveauté. À lire ou écouter tout ce qui s'écrit ou se dit depuis déjà quelque temps sur le sujet, la réponse tient en un seul mot : la société post-capitaliste ne sera ni socialiste ni communiste et encore moins libertaire, mais «citoyenniste»

À la différence du néo-capitalisme de l'après-guerre en Europe, cette nouveauté ne sera pas économique mais d'ordre politique. Ou plutôt post-politique<sup>11</sup>. À s'en tenir, en effet, aux discours à prétention savante et à la prose médiatique chargée d'en vulgariser la substantifique moelle, la société post-capitaliste en gestation serait déjà une société sans classes, composée seulement de «citoyens». Certains mots ont disparu, on l'a vu, du vocabulaire : «bourgeoisie», «travailleurs», «exploitation», «domination», «aliénation», «répression»... La même chose se produit avec «rébellion», «soulèvement», «insurrection», «lutte» et a fortiori «classe». Débats, oui! Combats, non! Le prolétariat, pour sa part, a été décrété en voie d'extinction voire désintégré, et sa place comme force collective susceptible de se mobiliser pour peser sur le cours de l'histoire s'est vue occupée par une foule de sujets et de subjectivités dont l'ensemble est appelé «les gens», «la majorité», «le grand nombre», «les 99%», «la multitude», etc.<sup>12</sup> Quant au vocable «peuple», il ne saurait être manié qu'avec doigté pour ne pas faire le jeu du «populisme».

La transition se déroulerait dès lors dans une ambiance de pacification générale. Il n'y aurait plus d'intérêts incompatibles ni d'antagonismes irréductibles. Les divergences, superficielles, seraient l'exception; l'accord, profond, la règle. *«Les "mouvements sociaux", étrangers voire hostiles à tout ce qui peut évoquer la lutte des classes, agrégeraient des individus sans appartenance de classe »* (comme le postule l'idéologie bourgeoise la plus traditionnelle que la petite bourgeoisie intellectuelle post-moderne a fait sienne sur ce point), des individus qui *« s'uniraient pour lutter dans la bonne humeur et que l'on inviterait tôt ou tard à "participer", c'est-à-dire à être les participants à leur propre domination »*<sup>13</sup>. Ainsi, par la magie des sciences sociales et avec une dominante du Droit (c'est-à-dire de droite), la société post-capitaliste se profilerait comme un disneyland de «citoyens», créatures fantasmagiques dont l'identité serait en réalité définie par sa dépendance à l'État.

Cette vision consensuelle et enchantée contraste avec les images qui évoquent d'ordinaire l'effondrement de la société capitaliste et l'accouchement d'une société socialiste sinon communiste. La réalité du monde actuel, où la violence ne cesse d'augmenter sur tous les plans, à toutes les échelles et sous les formes les plus diverses, donne à ce modèle post-capitaliste l'allure d'une fiction. Qui sont les rêveurs ? Ceux qui font le pari d'une sortie douce et sans douleur du



capitalisme ou ceux qui prévoient une transition « pleine de bruit et de fureur » ? Comment peut-on imaginer l'écllosion d'une société post-capitaliste sans un bouleversement politique et social, sans une restructuration drastique, accompagnée d'un démantèlement au moins partiel, de l'organisation des industries, de la grande distribution, des moyens de communication de masse, des appareils judiciaires et policiers, des administrations et, bien sûr du système scolaire, depuis l'école primaire jusqu'à l'université, de même que, dans le domaine de la planification urbaine, sans mesures telles que l'expropriation des entrepreneurs et des banquiers, l'extension à l'ensemble du territoire de la propriété publique du sol, la réquisition des logements vides, la reconversion de nombreux édifices de bureaux et de locaux commerciaux pour de nouveaux usages et de nouveaux usagers, etc.<sup>214</sup>

Dans l'appel à ce colloque, il semble que l'on ait oublié que « *les modèles théorisés et parfois construits de sociétés socialistes, communistes et libertaires, de même que les projets utopiques qui se sont réalisés par le passé* » non seulement le furent en dehors des institutions du capital, mais en outre, contre elles au travers de luttes de classe dures et souvent violentes. Par conséquent, on pourrait en déduire que les « *nouveaux modèles* » que l'on peut imaginer « *à partir de la situation économique et sociale structurelle de la phase actuelle du capitalisme tardif* » s'élaboreront aussi sur ce mode, et non dans l'environnement paisible des enceintes universitaires... à moins qu'elles ne soient occupées par des étudiants et des professeurs solidaires d'un peuple mobilisé dans un même combat émancipateur contre la classe dominante. Comme le rappelait l'historien et théoricien anarchiste Miguel Amorós, « *que les victimes du capitalisme décident d'adapter la vie à des conditions humaines contrôlées par tous y mettent sur pied leurs contre-institutions, alors le moment sera venu des programmes transformateurs et les véritables expériences que restitueront les équilibres sociaux et naturels y reconstruiront les communautés sur des bases libres. Une société libertaire ne pourra devenir réalité que par le biais d'une révolution libertaire.*<sup>15</sup> »

J'ai commencé avec une citation d'un géographe marxiste étasunien. Pour résumer ma conclusion — provisoire, je l'espère —, je terminerai avec une citation d'un autre marxiste académique, anglais, cette fois-ci : l'historien Perry Anderson, un auteur connu en France mais assez mal vu en raison de sa position sceptique — je dirais lucide — à propos du rôle des intellectuels de gauche contemporains, qu'il a exprimée dans deux livres et plusieurs articles de la revue *New Left Review* que lui-même dirigeait<sup>16</sup>. Dans l'un de ces textes, publié en l'an 2000, il tirait un bilan plutôt négatif de la pensée progressiste des dernières décennies du XXe siècle : « *Pour la première fois depuis la Réforme, il n'y a plus d'opposition significative dans la pensée occidentale — c'est-à-dire une vision du monde rivale de celle qui domine* »<sup>17</sup>. 18 ans plus tard ce diagnostic me semble encore d'actualité.

1 On chercherait en vain trace de membres d'une autre classe parmi les participants à ce colloque.

2 Lebrun, 2000.

3 Mandosio, 2010.

4 Le père de François George était le géographe marxiste Pierre George.

5 George, 1972.

6 Anarchoïde : néologisme inspiré grec ancien (*oïdos* : qui à l'air de, qui ressemble à mais qui n'est pas).

7 Baschet, 2014 (a).

8 Baschet, 2014 (b).

9 Reeve, 2018.

10 Charles Reeve est le pseudonyme de Jorge Valadas, penseur anticolonialiste et antifasciste, ancien déserteur de l'armée portugaise autemps du dictateur Salazar.

11 Zizek, 2005.

12 Delgado, 2016.

13 *Ibid.*

14 Comment rompre, par exemple, avec le « modèle Barcelone », « marque déposée » de cette « ville trompeuse » pour en substituer un autre où le « droit à la ville » tel que le définit Henri Lefebvre ne serait plus réservé à une minorité de puissants et de nantis ?

15 Amorós, 2007

16 Anderson, 1977; Anderson, 2005.

17 Anderson, 2000.

## Bibliographie

- AMORÓS, Miguel. *Quand le capitalisme se prétend écologiste*. 2007 <https://sniadecki.wordpress.com/2013/07/09/amos-ecologiste/>
- ANDERSON, Perry. *Sur le marxisme occidental*. Maspero, 1977.
- ANDERSON, Perry. « Renewals ». *New Left Review*, 1, January-February, 2000.
- ANDERSON, Perry. *La pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*. Seuil, 2005.
- BASCHET, Jérôme (a). *Adiós al capitalismo Autonomía, sociedad del buen vivir y multiplicidad de mundos*. Editorial Futuro Anterior, 2014
- BASCHET, Jérôme (b). Entretien, 12 avril 2014. <https://www.franceculture.fr/.../la-suite.../alternatives-economiques>
- BOURDIEU, Pierre. *Questions de sociologie*. Éditions de Minuit, 1981.
- DARDOT, Pierre y LAVAL, Christian. *Común. Ensayo sobre la revolución en el siglo XXI*. Barcelona: Gedisa, 2015.
- DELGADO, Manuel. *Ciudadanismo. La reforma ética y estética del capitalismo*. Catarata, 2016.
- GARNIER, Jean-Pierre. *Le marxisme lénifiant. La politique bourgeoise au poste de commande*. Le Sycomore, 1977 (Réed. *Émanciper l'émancipation* Éditions critiques, 2018).
- GARNIER, Jean-Pierre. « Des chercheurs au service de l'ordre établi ». *Le Monde diplomatique*, octobre 2007.
- GARNIER, Jean-Pierre, *Le Grand-Guignol de la gauche radicale*, Éditions critiques, 2017.
- GEORGE, François. « La chance des intellectuels ». *Les Temps modernes*, sept-oct 1972, n° 314-315.
- GUATTARI, Félix. *La révolution moléculaire*. Éditions Recherche, 1977 (Réed. Les Prairies ordinaires, 2012).
- HARDT, Michael. *Reclamar lo común en el comunismo. The Task of the Translator*. February 8, 2016.
- HOLLOWAY, John (a). Entretien. *CQFD*, n°102, julio-agosto 2012.
- HOLLOWAY, John (b). *Crack capitalism*. Paris: Libertalia, 2012
- JAMESON, Frederic. « The Future of the City ». *New Left Review* 21, May-June 2003.
- LEBRUN, Annie. *Du trop de réalité*. Paris : Stock, 2000.
- LEFEBVRE, Henri. *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production*. Anthropos, 1973.
- LEFEBVRE, Henri. *De l'État (4). Les Contradictions de l'État moderne*. UGE, 1978.
- MAFFESOLI, Michel. *La Conquête du présent. Pour une sociologie de la vie quotidienne*. Paris: PUF, 1979.
- MAKHAÏSKI, Jan Waclav. *Le socialisme des intellectuel.*, Paris : Spartacus, 2014.
- MANDOSIO, Jean-Marc. Longévité d'une imposture – Michel Foucault, suivi de Foucaultphiles et foucaultâtres. Paris : Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010.
- NICOLAS-LE STRAT, Pascal. *Expérimentations politiques*. Éditions Fulenn, 2007 (Réed. 2009).
- NOIRIEL, Gérard. *Penser avec, penser contre*, Belin, 2003.
- REEVE, Charles. *Le socialisme sauvage. L'échappée*, 2018.
- RIMBERT, Pierre. « La pensée critique prisonnière de l'enclos universitaire ». *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.
- TRAVERSO, Enzo. *Où sont passés les intellectuels ?* Paris: Textuel, 2013.
- ZIZEK, Slavoj. *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*. Climats, 2004.
- ZIZEK, Slavoj. *Bienvenue dans le désert du réel*. Flammarion, 2005.

**Retrouvez les vidéos  
de Militant sur**



**[https://www.youtube.com/channel/  
UCpG2G7bivGmjWt7KuQ6dUIQ](https://www.youtube.com/channel/UCpG2G7bivGmjWt7KuQ6dUIQ)**

# Au cœur des gilets jaunes

Par Myassa Messaoudi

Le diner est prêt. Je révise la leçon de français avec la petite dernière. Elle rechigne. Une journée trop longue sûrement. J'insiste avec des gros yeux. Elle finit par s'appliquer.

Je mets mon manteau, le sac en bandoulière, et je lance mes dernières consignes aux enfants. Il est dix neuf heures passé.

Depuis quelques jours, les portiques des trains sont souvent ouverts. Je valide quand même mon ticket. En France, tout service public implique une morale ou une philosophie. Chaque acquis a nécessité une rude bataille qu'on veut faire oublier. On noie la rapine des financiers sous des chiffres manipulés avec un cynique doigté. Le peuple en a soupé.

Depuis que sous couvert de prétendus « réformes », on a fait payer au peuple les dettes des banquiers. On a offert un second souffle aux casinos de la finance à wall street et la city, l'argent public a fondu. Les institutions, les services et la notion même de bien commun sont menacés, bradés, livrés à un marché régi par la cupidité et le mépris de classe. La perspective a de quoi inquiéter.

J'arrive rue Massé. Par reflexe, mes yeux balaiant le quartier. Des CRS, des policiers, on ne sait jamais. Le gouvernement vise à casser le thermomètre de l'insurrection sociale. Il est aidé par une menée médiatique financée par l'oligarchie. Une guerre au peuple qui ne dit pas son nom.

La salle est pleine. Des gens de tous horizons, de toutes conditions, de tous âges. Certains avaient la maîtrise haute du verbe, d'autres cherchaient des mots qui peinaient à émerger. Le plus certain et commun à cette assemblée populaire est la détermination. Il n'y était question que de mobilisation, de stratégies de lutte et de manifestations.

Un homme à la barbe longue et épaisse prit la parole. Il rappela l'inutilité de la violence. « En face de nous, on a des pères de famille, des policiers qui craignent l'affrontement, tout comme nous », « t'es gentil, mais ils ont l'ordre de charger, ils ne nous font pas de cadeaux », « pas tous ! », « Moi je suis jeune et en bonne santé, je peux encaisser des coups, prenez des lunettes de piscine, cachez les dans votre slip », l'assemblée rit. « Surtout ne sortez votre gilet jaune qu'à la dernière minute » dit un chômeur quinquagénaire. Un jeune monarchiste s'étend sur les raisons de sa mobilisation. Une dame belle d'allure distribue la liste des avocats volontaires, prêts à intervenir en cas d'arrestation. On parla de l'expérience bolivienne, argentine. Le vécu de la lutte à l'étranger participe au brain storming d'une manifestation qui s'annonce tout sauf apaisée. Un couple d'intellectuels libanais, rompus à la culture de l'opposition, ont tenu à être témoins de ces moments historiques. Quand le peuple de France gronde, le monde entier tend l'oreille. Ce qu'il y a moult précédents historiques qui ont révolutionné les rapports de classe du pays.

La réunion finit sur l'accord d'un lieu de rendez vous. L'acte 9 aura bien lieu à Paris, et dans le reste du pays aussi !



# Les gilets jaunes ont-ils perdu la bataille ?

Par François Ferrette

Le mouvement des gilets jaunes a été la plus importante mobilisation depuis Mai 1968. Plus qu'un mouvement, ce fut une révolte dans laquelle communièrent nombre d'employés, d'ouvriers, mais aussi de commerçants et d'artisans, sans oublier des fonctionnaires, des retraités et des chômeurs pour un changement profond dans les règles de fonctionnement du pays et pour plus de justice sociale. Ces objectifs ont-ils été atteints ? Si l'on pose la question à un gilet jaune, il répondra que non, untel empli de désespoir répondra que tout ça n'a servi à rien, qu'il ne sert à rien de manifester. Tel autre, plus nuancé dira que l'on a recréé « du lien », que la fraternité est de retour, que des choses ont été arrachées même si sur l'essentiel, Macron n'a pas cédé. Tous seront d'accord pour convenir que les objectifs principaux ne sont pas atteints.

Ce sentiment de l'inutilité d'un mouvement, des faibles capacités de mobilisation, d'un rapport de force jamais en faveur du peuple, conduit au désespoir. Certains vont jusqu'à prétendre que c'était d'ailleurs le dernier espoir, que si on ne gagne pas là, on ne gagnera plus. Cet argument avait déjà été avancé lors de la lutte des cheminots en 2017 : si un secteur professionnel comme celui de la SNCF perdait, alors ce serait la porte ouverte pour Macron pour faire ce qu'il veut.

Mais la vie sociale ne fonctionne pas de cette manière. Il y a d'ailleurs un aspect très métaphysique que de croire que la bataille qu'on mène est la dernière. Qui, en quel lieu, comment peut-on penser que c'est la der des der sociale ? Seule la grosse fatigue politique peut expliquer cela. Une autre question métaphysique est souvent posée : « penses tu qu'on va gagner ? », comme si la victoire dépendait d'un fin analyste capable par sa seule pensée de déterminer l'issue d'une lutte.

C'est en fait mal poser la question. La bonne question est celle des circonstances qui déterminent le rapport de force. A une réunion des gilets jaunes de ma commune, une personne disait en substance : « *il faut 5 millions de personnes dans la rue pour imposer un rapport de force décisif contre Macron* ». Pourquoi 5 ? Pourquoi pas 3 ou 4 millions ?

Le rapport des forces se définit par les circonstances. Il ne s'agit pas d'avoir une vision réductrice et de ne voir dans la seule accumulation d'individus (toujours la bienvenue) dans l'action la condition sine qua none pour faire aboutir des revendications. Les circonstances sont déterminées par une série de facteurs qui ne relèvent pas obligatoirement de la mobilisation. On peut citer entre autre la division au sein du Pouvoir, une crise internationale parallèle à une mobilisation, une crise politique sans lien direct avec une mobilisation, ou même une crise climatique qui décrédibilise le gouvernement par les mauvaises réactions ou solutions qu'elle préconise et met en œuvre...

La question doit se poser autrement pour comprendre les possibilités de sortir victorieux d'un conflit. Les gilets jaunes ont montré par leurs pratiques qu'un mouvement minoritaire mais décidé pouvait déstabiliser le gouvernement et le président de la République. L'aspect le plus immédiat aura été la capacité à unifier des milieux sociaux extrêmement divers. Ceci a pu se produire parce qu'instinctivement nombre de notions incitant à la division ont été écartées.

C'est bien sous le vocable de « peuple » que ce sont réunis les gilets jaunes et que la population s'y est retrouvée largement. Les méthodes originales de lutte ont été aussi très déstabilisantes pour le pouvoir en place et c'est un point positif que l'on doit à ce mouvement dans sa créativité permanente : occupation des ronds-points (facilitant l'action dans les plus petits villages, sans nécessité à se mobiliser dans les grandes villes pour être visibles), répétition chaque samedi de l'action donnant une visibilité immédiate. Il a été reproché la mollesse des actions proposées, comme facteur démobilisant les gens engagés antérieurement. Selon cette thèse, c'est la nature de l'action qui détermine l'engagement de chaque personne. En fait, la définition des actions et l'engagement procèdent de deux logiques différentes. Une action est déterminée par une instance (syndicale ou AG...) alors que la mobilisation d'un individu est liée à ses conditions propres, psychologiques, matérielles, politiques, son expérience, etc. On ne peut concevoir aucune action individuelle en dehors de la volonté individuelle et d'une décision souveraine de sa part. Aucun argument, aussi rationnel soit-il, aucune démonstration intellectuelle n'est à même de mobiliser. Ainsi, la propagande versée sur les marchés, dans la rue, n'est en mesure de dépasser les contraintes individuelles. On a ainsi eu une diffusion de 5000 flyers à Argentan (Orne) pour une manifestation le 19 janvier qui a rassemblé un peu plus de 300 gilets jaunes. Les animateurs locaux s'affirmaient déçus de cette faible mobilisation. Il fallait surtout faire le constat d'un reflux de la mobilisation, malgré une participation loin du ridicule. Quand les gens ne veulent pas bouger, ils ne veulent pas et on doit en tenir compte pour ne pas se décourager.

La conclusion à tirer de ce constat est d'être patient, d'avoir en tête qu'un élément déclencheur fera surgir massivement le peuple lorsqu'il le décidera. Et ceci ne peut se produire dans l'entre soi de réunions rassemblant peu, qu'elles soient d'ailleurs des gilets jaunes eux-mêmes ou d'organisations constituées.

Du point de vue des organisations traditionnelles, le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont tiré aucun enseignement du rôle de la spontanéité dans ce qu'elle a de fondamental dans le rapport de force. On a ainsi exagéré depuis plus d'un siècle la valeur des organisations syndicales ou politiques. Depuis au moins Rosa Luxembourg et son fameux *Grève de masse, parti et syndicat* (1906), ce débat sur les relations entre organisations et spontanéité demeure des relations conflictuelles et non de complémentarité. Il faudra revenir, un jour sur le rôle des « inorganisés » lors des grèves de juin 36 ou lors de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. La survalorisation des organisations conduit à ignorer ou rejeter les luttes spontanées et se méfier de leurs auteurs. Le spontanéisme le plus absolu nie l'utilité des organisations comme lieu de résistance, de solidarité, de mémoire collective, d'organes de combat avec ses moyens matériels et lieux de théorisation des actions pour rectifier les erreurs passées, affiner les tactiques et la stratégie. Le rôle des syndicats, en premier lieu, devrait être de mieux appréhender les motivations populaires, de faciliter les liaisons, de coordonner, sur la base des aspirations populaires immédiates sans chercher forcément à imposer des mots d'ordre détachés du contexte. De ce point de vue, il y aurait à réfléchir sur les plateformes syndicales qui sont surchargées de temps à autre de revendications qui apparaissent inaccessibles par la multiplicité des terrains qu'ils faut investir, quand bien même chaque revendication prise en elle-même peut être juste. Il faut reconnaître que Mélenchon est l'un des rares politiques à avoir saisi la justesse de la mobilisation des gilets jaunes en octobre 2018.

Alors, les gilets jaunes ont-ils perdu la bataille ? Sur le plan quantitatif, on rappellera que Macron a lâché plus de dix milliards d'euros, a annulé la hausse de la CSG pour les retraites de moins de 2.000 euros, a réévalué la prime d'activité pour la porter à 80 euros par mois, a annulé la hausse de la taxe carbone prévue dans le budget 2019... Certes, on pourra rétorquer que l'entourloupe consiste à reporter à plus tard, à opérer des hausses ailleurs, mais cela n'enlève en rien le fait que Macron a du reculer sur plusieurs points et que pour un dirigeant politique c'est l'autre nom pour un désaveu.

Sur le plan qualitatif, on notera le recul de l'individualisme, le resserrement des liens dans le peuple, tissés localement qui pourraient servir ultérieurement (sait-on ce qu'il adviendra des groupes locaux maintenus ?), la maturation des esprits par la politisation des consciences, la technicité nécessaire pour animer une AG, une réunion, organiser une manif, etc.

# Contre le dévoiement de la lutte contre l'antisémitisme

Courrier adressé à la rédaction de la revue L'Histoire

Par Jérôme Partage

Madame la Directrice de la Rédaction,

Lecteur de longue date de votre revue (depuis mes années d'études à la faculté d'histoire d'Aix-en-Provence, dans les années 90, où l'empreinte laissée par Georges Duby était encore fraîche), j'ai ouvert avec un grand intérêt votre numéro spécial intitulé « L'antisémitisme en France ».

Mais d'emblée, l'entretien avec Pierre Birnbaum, mené par Michel Winock, m'a stupéfié par les raccourcis grossiers qu'il opère entre l'antisémitisme et la contestation de la politique de Monsieur Macron, de sa personne et des élites qui l'entourent. En quoi rappeler le passage de Monsieur Macron par la banque Rothschild relèverait-il en soi d'une allusion antisémite ? Ce point dans la biographie de Monsieur Macron n'est pas souligné par ses opposants en raison du patronyme « Rothschild » (malgré l'historique que vous rappelez dans ce numéro) mais parce qu'il est caractéristique de l'ensemble de son parcours au sein des élites politiques et économiques françaises, tel que le décrit très bien le récent ouvrage des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des ultra-riches*.

Autre argument visant dans cet entretien à assimiler anti-macronisme et antisémitisme, à propos de la déclaration de François Ruffin, appelant le président de la République à la démission, au lendemain de l'« Acte III » des Gilets Jaunes. Avec une mauvaise foi sidérante, Pierre Birnbaum feint d'ignorer que lorsque le député de la Somme avertissait que Monsieur Macron allait « finir comme Kennedy » il rapportait des paroles de colère, entendues sur les ronds-points et dans les manifestations, et que bien loin d'approuver cette rage populaire, il expliquait avoir tenté de la tempérer, de la raisonner. S'il est normal que *L'Histoire* laisse un intervenant extérieur exprimer librement son point de vue, la complaisance de son intervieweur, Michel Winock, cofondateur de la revue, est problématique.

Elle n'est certes pas surprenante, car dès votre n°456 de février 2019, Michel

Winock signait un premier article à charge sur le mouvement des Gilets Jaunes. Il récidive, de façon presque subliminale, dans ce numéro spécial, avec son article sur « Les ambiguïtés de la gauche » (auquel je souscris par ailleurs) lequel contient une photo de Jean-Luc Mélenchon (sans rapport direct avec l'article) dont la légende met en exergue « l'atermoïement » de la France Insoumise sur sa participation au rassemblement du 19 février 2019 « contre l'antisémitisme » (il serait plus utile de se mobiliser « contre les antisémites » !), suite à l'injustifiable agression verbale dont a été victime Alain Finkielkraut de la part d'un « gilet jaune » portant les stigmates de l'Islam radical (les éléments antisémites repérables au sein du mouvement, en particulier les amateurs de « quenelle », restant extrêmement marginaux dans les cortèges, je peux en témoi-



LEFIGARO.FR

Premières manifestations de « gilets jaunes » en Israël

Le mouvement proteste contre une vague d'augmentation des prix de...



Pascal Olivier Chiron <sup>14</sup> participe à un événement à Hôtel National des Invalides, Paris.  
16 février - Paris

#GiletsJaunes #Acte14 #ChampsElysees

La manif est arrivée sur l'esplanade des Invalides. Nous sommes plusieurs dizaines de milliers de #GiletsJaunes. Nous sommes nassés et copieusement gazés et matraqués. J'ai pris cette photo avec une Gilet jaune musulmane pour témoigner une fois de plus, et c'est malheureux d'être obligés de montrer nos appartenances religieuses parce que chez les #GiletsJaunes ce n'est pas un sujet, que les #GiletsJaunes ne sont ni racistes ni antisémites. En tous cas nous remportons un franc succès avec la kippa et le hijab. Tout le monde adore et ça emmerde bien les cons de tous bords. Shabbat shalom et salaam aleikoum à tout le monde ! On lâche rien ! On est tous français avant tout et on en a marre de galérer pendant que là-haut ils s'en mettent plein les poches. Nous sommes tous la France. La République c'est eux, et on leur laisse, on s'en fout, on en veut pas.

gner). J'en conclus donc à vous lire que s'interroger sur la possible récupération politique par le pouvoir de ce rassemblement (alors que les Gilets Jaunes bénéficiaient à cette époque d'un soutien massif de l'opinion publique) est en soi encore un aveu d'antisémitisme.

En tant qu'historien de formation, je trouve pour le moins légère la façon qu'a une revue scientifique sérieuse, comme *L'Histoire*, d'appréhender un mouvement social sans précédent par sa nature et sa durée (pour ce qui est de sa portée, nous verrons). Il me semblait que l'histoire immédiate méritait davantage de précautions et certainement pas une approche partisane.

En tant que citoyen, que Gilet Jaune – car je suis solidaire de ce mouvement depuis son commencement (bien qu'appartenant à cette classe moyenne qui paraît fort privilégiée face aux 9 millions de pauvres que compte notre pays) –, je trouve navrant ce mépris de classe dont vous témoignez ici, celui d'une élite bienpensante (une élite intellectuelle et culturelle, en l'occurrence), mais qui se sentant remise en cause, menacée par un mouvement populaire qui lui est étranger, incompréhensible dans son expression, très éloignée des codes de bienséance universitaire, se complait à relayer le discours dominant, comme n'importe quelle chaîne d'information en continu propriété d'un oligarque ami du pouvoir.

Enfin l'antisémitisme, réalité dramatique de notre société abîmée par des décennies de crise économique, la perte de repères politiques et l'enracinement de l'Islam radical (à ce titre, je salue votre entretien avec Pierre-André Taguieff), nécessite qu'on le combatte avec lucidité.

Cordialement,  
Jérôme Partage



Pascal Olivier Chiron <sup>14</sup> participe à un événement à Avenue des Champs-Élysées.  
16 février - Paris

##GiletsJaunes #Acte14 #ChampsElysees

La manif vient de partir de la place de l'Etoile. Il fait un temps magnifique ! Baruch Hachem ! Je porte le gilet jaune et la kippa "en même temps" et ça se passe très bien. Je ne suis victime d'aucune forme d'antisémitisme. Au contraire tout le monde vient vers moi ravi de voir que les français de confession juive sont aussi #GiletsJaunes, qu'ils n'ont pas peur et qu'ils ne croient pas aux mensonges du gouvernement qui essaie de faire croire que les #GiletsJaunes sont antisémites. Nous sommes tous par ailleurs persuadés que les actes antisémites de ces derniers jours sont des faux flags du gouvernement pour discréditer le mouvement. Oui, nous sommes complotistes et nous l'assumons car les complots existent depuis la nuit des temps. Shabbat shalom à tous ! Bon week-end à tous !

Samedi 23/02/2019 à 17h12 - Mis à jour à 17h14

Actualités | La Ciotat

## Gilets jaunes : un rassemblement contre l'antisémitisme à La Ciotat

Par F.R.



Les gilets jaunes ont organisé un rassemblement contre

# La question juive

Par Myassa Messaoudi

THE TIMES OF ISRAEL

Elargir l'antisémitisme à l'anti-sionisme - l'ar

## Elargir l'antisémitisme à l'anti-sionisme : l'annonce de Macron interroge

Après la multiplication récente des actes antisémites en France, le président français s'est engagé auprès des représentants des institutions juives à pénaliser l'antisémitisme

Par AFP

21 février 2019, 18:09 | 0

25 Partages



Le président français Emmanuel Macron prononce un discours lors du 34e dîner annuel du groupe Crif, Conseil représentatif des institutions juives de France, à Paris, le mercredi 20 février 2019. (Crédit : Ludovic Marin, Pool Photo via AP)

Emmanuel Macron a affirmé mercredi au dîner du Crif vouloir élargir la définition de l'antisémitisme à l'antisémitisme, sans modifier le code pénal

Il fait chaud. Je décide d'emmener mon enfant à la piscine. J'arrive avec mon panier et mes serviettes sous le bras. Je m'aperçois que tout le monde a eu la même idée. Je tente de rebrousser chemin. Mon fils exerce une pression sur ma main. Il ne veut pas partir. J'enjambe les draps de bain et les corps affalés. Une petite place s'offre à moi « Surement pas madame, me crie une dame blonde, vous n'allez pas vous coller à mon panier ». J'avais encore quelques forces pour rendre l'affront, mais je m'abstiens. Je ne veux pas que mon fils me voit perdre mon sang froid.

« Venez, madame, me dit une autre femme, il y'a de la place ici ». Il y avait encore moins de place à côté de la douce et ferme voix. Néanmoins, je saisis l'élan de solidarité que me manifeste la brune inconnue. Je m'approche en la remerciant. Elle prend ma serviette et la colle davantage à la sienne. Un geste sciemment exagéré pour signifier à l'autre dame qu'avec un peu de gentillesse, la terre s'étendrait. Je remercie la ronde brune. Elle a des airs et une façon de parler que je connais déjà. Cet air chantant de la méditerranée. Ce français ponctué de mots d'arabe et de chansons. Des yeux rieurs et graves à la fois. Elle avait quelque chose de mon pays. Un quelque chose qui s'est perdu. On ne le voit plus que dans le cinéma, et dans quelques mélodies enfouies entre les années de braise et celles de l'occupation. Je lui offre un café, elle me tend des cigares au miel. Elle me demande d'où je viens. « D'Algérie ! », lui répondis-je. « Moi je viens du Maroc ! ». « Qu'est ce qu'on était bien au Maroc. Les gens nous aimaient là bas ! On était obligés de quitter à cause de la situation économique. Ces connards d'israéliens nous mettent mal avec tout le monde. Ils se sont mis à suivre ces brutes d'américains, et maintenant on est des cibles ambulantes pour le monde entier. On a peur de retourner dans nos pays d'origine. C'est au Maroc que j'ai mes racines, Israël n'a jamais eu de sens pour moi ». « je ne veux pas de leur terre promise, et puis quelle terre promise qui fait des apatrides et des orphelins. Je suis une juive d'Afrique du nord moi, j'y connais rien aux russes ou aux éthiopiens ».

J'ai écouté cette dame parler et dire toute l'après-midi. Je l'ai écouté le cœur surpris et apaisé. En une après-midi au bord d'une piscine, une ménagère juive, déconstruisait tous mes aprioris. Elle détricotait avec une spontanéité désarmante mes idées reçues sur un peuple supposé uni derrière le nouvel état. Elle n'était ni énarque, ni universitaire, une simple femme et maman qui sentait ses racines malmenées. Sa raison gorgée de souvenirs d'enfance et de bons sens se refusait aux velléités expansionnistes d'une jeune nation qui prenait des libertés avec son identité. Une nation que ses faucons voulaient un empire grand et régnaient. Le prix pour y arriver, ils n'y étaient plus très regardants.

J'avais les mémoires de Talleyrand dans mon panier. Celui que certains appellent le diable boiteux, et d'autres le prince de la diplomatie. Je pensais dans mon for intime à ces hommages dégoulinants pour des pervers narcissiques qu'on encense de boniments. Je n'ai pas osé dire à cette dame que souvent à la tête des hommes règnent les plus cyniques des truands. Je l'ai embrassé avant de partir. J'étais pleine de gratitude pour cette inconnue qui ouvra mes yeux sur une manière humaine de voir les choses. Il restera toujours un quota de justes indociles, réfractaire à la haine, même sollicités du matin au soir à mépriser.

J'ai beaucoup pensé à cette dame, et à pas mal d'autres que je connais, lorsque notre jeune et inconséquent président frappa encore de sa lyrique bévue. Comme si la force abrupte ne suffisait pas, il y'a ajouté l'arbitraire d'un mélange explosif. Voilà une macronnade bien empoisonnée amis de la paix !

J'ai beaucoup pensé à cette dame, et à pas mal d'autres que je connais, lorsque notre jeune et inconséquent président frappa encore de sa lyrique bévue. Comme si la force abrupte ne suffisait pas, il y'a ajouté l'arbitraire d'un mélange explosif. Voilà une macronnade bien empoisonnée amis de la paix !



# Écriture « inclusive » ou posture élitiste au service de l'idéologie dominante ?

Par Yves Coleman\*

Précédée par plusieurs années de « féminisation » et de « genrisation » de l'orthographe et de la grammaire dans les milieux universitaires de gauche, féministes et gauchistes (où l'on retrouve le plus souvent les mêmes personnes, même si elles ne font pas carrière dans les médias ou l'université) la discussion prend actuellement de l'ampleur dans les médias français, déclenchant toutes sortes de polémiques qui nous détournent des questions essentielles, celles des formes d'exploitation et de domination réelles.

Dans cette discussion biaisée, une seule question nous intéresse :

La féminisation de l'orthographe et de la grammaire a-t-elle un lien déterminant, essentiel, avec la domination des hommes sur les femmes ou avec le système dit du « patriarcat » ?

S'il s'agit de mettre la marque du féminin à des mots habituellement masculins comme auteur, écrivain, pompier ou soldat, cela ne me pose aucun problème, mais cette réforme ne changera rien à la domination masculine dans toutes les sociétés existantes.

Par contre, les promoteurs et promotrices de ces réformes avancent des raisons idéologiques « radicales » qui ne tiennent pas debout sur le plan historique et politique, seule dimension qui nous intéresse ici.

Je ne prendrai que deux exemples :

1. De nombreuses langues asiatiques ne comportent aucune marque du genre (féminin ou masculin) dans les articles (inexistants), les adjectifs et les verbes. Cela n'est nullement le signe d'une domination masculine moins importante. Je dirais même bien au contraire. Les sociétés asiatiques marquées notamment par le confucianisme et le bouddhisme sont des sociétés particulièrement « patriarcales », y compris depuis qu'elles sont entrées dans la modernité et la mondialisation capitalistes. L'absence de domination du masculin sur le féminin dans la grammaire et l'orthographe de ces langues n'a eu aucune conséquence sur ces sociétés asiatiques qui constituent une part très importante de la population mondiale, n'en déplaise aux postmodernes européens et américains.

2. Certains universitaires et journalistes invoquent le fait que jusqu'au XVIIIe siècle le masculin ne l'emportait pas sur le féminin dans la grammaire française. Mais ils se tirent eux-mêmes une balle dans le pied parce que cela supposerait qu'avant le XVIIIe siècle la société française aurait été moins « patriarcale » qu'après... J'attends avec impatience que nos réformateurs de l'orthographe nous le démontrent mais je crains fort qu'ils en soient incapables. Ce qui n'a aucune importance pour eux puisqu'ils propagent une idéologie complètement idéaliste et

irrationnelle.

En effet, l'idéalisme en politique (qui se manifeste ici par la croyance antimatérialiste selon laquelle la langue et la grammaire formateraient radicalement les rapports de domination et d'exploitation) ne convainc que celles et



Ni patrie ni frontières,  
12/11/2017

ceux qui ne sont pas très difficiles sur la qualité scientifique et rationnelle des idées qu'ils reprennent à leur compte.

Fondamentalement, tout ce bruit médiatique ne couvre qu'une seule chose : selon l'idéologie bourgeoise dominante aujourd'hui, y compris à gauche et à l'extrême gauche, il suffirait de changer le langage et la grammaire pour significativement changer la société et il faudrait multiplier les lois régulant l'expression écrite et orale pour permettre une véritable égalité entre les hommes et les femmes.

Le vieux mouvement ouvrier (qu'enterrent tous les postmodernes, les gauchistes et les féministes (1) avait lui une perspective plus concrète et réaliste : les rapports de domination et d'exploitation se changent uniquement par la lutte commune et constante des exploités, quel que soit leur sexe ou leur origine ethnique ou nationale. Les réformes démocratiques et les conquêtes juridiques, toujours partielles et temporaires, n'ont de sens que si elles sont soumises à la pression organisée des travailleurs et des travailleuses qui doivent rester constamment sur leurs gardes et si possible à l'offensive et ne jamais se laisser par les beaux discours, les manœuvres, des capitalistes, des gestionnaires d'entreprise et des bureaucrates syndicaux ou partidaires.

Tout le reste n'est que du blabla élitiste.

Chacun sait que dans cette société les postes de pouvoir reviennent, dans l'immense majorité des cas, à celles et ceux qui maîtrisent bien l'orthographe et la grammaire (ou en tout cas qui sont épaulés par des experts et des expertes en communication écrite et orale chargés de fabriquer leur image et de justifier leur domination au nom d'une « compétence », y compris linguistique, souvent imaginaire).

Les militants et militantes de gauche, d'extrême gauche, féministes ou anarchistes qui sont passés par les bancs de l'université depuis, disons, une vingtaine d'années partagent les illusions de leurs enseignants et enseignantes élitistes, postmodernes, qui leur font croire que changer la langue et la grammaire permettrait de changer la société.

S'ils veulent renforcer le fossé social et culturel qui sépare les exploités des exploités, ces militants et ces militantes n'ont qu'à continuer dans la voie qu'ils ont choisie. D'ailleurs leurs tracts, leurs articles et leurs livres écrits dans une langue de bois élitiste et de surcroît illisible en sont le triste témoin.

Mais qu'ils ou elles ne nous vendent pas leur élitisme petit bourgeois et leur idéalisme antimatérialiste pour une tentative de changement égalitaire !

Inventer une nouvelle langue élitiste et pour initiés (voire une nouvelle langue comme en témoigne le terme « inclusive » qui accompagne ce marketing idéologique) n'a rien à voir avec le combat pour la suppression des différentes formes d'exploitation et de domination ! Et tout à voir avec une posture radicale-chic, symptôme de leur impuissance politique camouflée par une arrogance linguistique !

### **Post-scriptum**

Un camarade m'écrit à ce sujet : « Pour corroborer ta démonstration, je te signale que la langue arabe permet de marquer le genre de tous les noms (écrivain/vaine, ingénieur/nieure, balayeur/yeuse), mais aussi la marque de la 2e personne du singulier: le " tu " et le "toi" différent selon que l'on s'adresse à l'un ou l'autre sexe (enta (toi/tu) pour un homme; entia (toi/tu) pour une femme). Le verbe conjugué "viens" se dit taalla/ taalli ( masc./fem.) en arabe littéraire, mais la marque du genre est la même qu'en arabe dialectal (ija/iji) Pour autant, les femmes arabes sont loin, bien loin de l'égalité avec les hommes arabes. »

### **Note**

(1) Une récente émission sur France Culture expliquait que selon une récente enquête internationale, lorsque les entreprises sont dirigées et encadrées par des femmes, la productivité (donc l'exploitation) y est plus importante que lorsqu'elles sont dirigées par des hommes. Une telle information ne pose aucun problème aux journalistes féministes de cette chaîne... On trouvera des échos de cette constatation (troublante du moins pour des esprits critiques et pas encore endoctrinés par des conceptions politiques et sociales idéalistes) dans plusieurs articles anciens ou récents : [https://www.lexpress.fr/emploi/les-femmes-moteur-de-la-performance-economique\\_969643.html](https://www.lexpress.fr/emploi/les-femmes-moteur-de-la-performance-economique_969643.html)  
<https://www.lesechos.fr/26/06/2017/lesechos.fr/030410012551-entreprises-dirigees-par-des-femmes--meilleure-rentabilite-mais-sous-representation.htm>  
<https://www.capital.fr/votre-carriere/les-femmes-meilleures-que-les-hommes-au-travail-628821>

# L'antispécisme, impasse de civilisation

Par François Ferrette

L'antispécisme est la nouvelle idéologie dominante des associations de défense des animaux dont le véganisme est la façade immédiate. Alors que de grands enjeux de société sous-tendent cette vision du monde, le débat public ne laisse guère l'opportunité de saisir les risques réels, au point de penser qu'un certain nombre de journalistes sont gênés par une critique trop forte à l'endroit des végans et des antispécistes. Visiblement, ce qui est nouveau est fascinant, surtout quand la « science » s'en mêle. Si l'on se penche sérieusement sur les thèses défendues, c'est plutôt l'effroi qui devrait dominer. L'antispécisme remet en cause les fondements des sociétés humaines, promet le contrôle total du règne animal, pousse à la haine des humains et de la nature. Cette idéologie souligne l'ère du vide intellectuel dans laquelle les organisations dites progressistes et révolutionnaires s'abîment. Et tout ceci s'articule magnifiquement avec les futures formes de consommation impulsées par le capitalisme en mal de profits et avides de nouveaux marchés (produits de remplacements végans, viande in vitro...).

## **Antispécisme : de quoi parle-t-on ?**

L'antispécisme s'oppose au spécisme, notion apparue en 1970 sous la plume d'un médecin anglais, et se propage sous celle du philosophe australien Peter Singer. Celui-ci est considéré comme le fondateur de l'antispécisme à la suite de sa publication en 1975 de *La libération animale* (ouvrage traduit en France en 1993). Selon cet auteur, le spécisme privilégie les membres de son espèce à celle des autres espèces, comme le raciste privilégie ceux de sa race à ceux des autres races. L'antispécisme vise alors l'effacement des différences entre espèces, ce que traduit à sa manière Ingrid Newkirk, la fondatrice du mouvement antispéciste PETA (People for the Ethical Treatment of Animals) : « *Un rat est un chien est un cochon est un enfant* »<sup>1</sup>.

Mais pour que cette opération d'indifférenciation puisse avoir lieu, l'être humain ne doit plus être défini selon la raison, le langage et la conscience, mais selon sa sensibilité. Dans ce nouveau système de pensée, un concept essentiel est introduit : la « sentience ». Elle implique une capacité à ressentir, à évaluer les situations, à avoir des sentiments et c'est ce qui définit une « personne ». Cette pensée aboutit à dissoudre l'humanité dans un ensemble plus vaste qui rassemble tous les êtres sensibles.

Peter Singer introduit un autre concept, celui de « l'égal degré de considération » et en tire des conclusions terrifiantes. Si un cochon et un homme sont chacun en pleine forme, ils seront considérés pareillement. Cependant, l'intérêt à vivre pour un cochon en pleine forme sera supérieure à l'intérêt à vivre pour un fœtus humain. « *Si l'on compare honnêtement le veau, le cochon et le poulet avec le fœtus [humain], selon des critères moralement significatifs tels que la rationalité, la conscience de soi (etc.), alors le veau, le cochon et le poulet viennent bien avant le fœtus quel que soit l'état d'avancement de la grossesse. Car même un poisson manifeste davantage de signes de conscience qu'un fœtus de moins de trois mois* »<sup>2</sup>. Il va plus loin : les bébés ont moins de valeur que les adultes car « *ils n'ont pas le sens de leur existence dans le temps.* »<sup>3</sup>. Peter Singer évalue à « *peut-être un mois* » après sa naissance la durée pendant laquelle des parents pourraient (faire) tuer leur enfant car les critères de la sentience ne s'appliqueraient pas encore et on ne tuerait donc pas un être sensible. Les parents auraient ainsi le loisir de choisir leur enfant. Cette pseudo-règle peut s'étendre aux vieillards, aux handicapés. Toujours selon Singer, il n'est plus exclu alors de faire des expériences scientifiques sur des humains à la place d'animaux mais sur des handicapés ayant perdu conscience de leur environnement. Il s'agit donc d'étudier au cas par cas le degré d'intérêt de

chaque individu dans l'hyper-communauté animale (incluant donc les humains). S'il faut défendre prioritairement les personnes, les « non-personnes » sont celles qui n'ont pas un certain nombre d'expériences, de bonheur, d'intérêt à vivre car leur état les en empêcherait (handicapés, bébés...) Nous sommes loin de la bienveillance supposée à l'égard des êtres sensibles que porterait le courant antispéciste.

Encore plus étonnant est le mélange des espèces rendu possible dans les rapports amoureux, la zoophilie. Il ne s'agit pas d'une extrapolation des thèses antispécistes mais repose sur les prospectives des fondateurs : « *le contact sexuel avec les animaux n'implique pas toujours la cruauté. Qui, dans une conversation en société, ne s'est jamais vu interrompre par le chien de la maison venu s'agripper à la jambe d'un visiteur et y frotter vigoureusement son pénis ? L'hôte décourage habituellement ce genre d'activités mais, en privé, tout le monde ne refuse pas que son chien l'utilise de la sorte, et il se pourrait que des activités mutuellement satisfaisantes se développent parfois* »<sup>4</sup>.

### On aime les êtres vivants, mais pas tous

Tous les êtres vivants sont-ils sensibles ? Tout d'abord, « le Vivant » regroupe des situations très variées et s'oppose à la matière inerte : « *Les principaux règnes du vivant sont les animaux, les végétaux, les champignons et les bactéries qui classifient une majorité des êtres vivants indiscutablement reconnus comme tels. L'une des capacités les plus fondamentales d'un être vivant est de se reproduire, c'est ce qui différencie l'inerte du vivant.* »<sup>5</sup> Il apparaît absurde de vouloir mettre au même rang des bactéries et des chèvres. Ce ne sont donc pas tous les êtres vivants mais une partie d'entre eux qui intéresse les antispécistes.

Citons quelques chiffres sur la composition du règne d'animal : 3,5% des animaux sont des vertébrés (mammifères, oiseaux, poissons, reptiles...), 84% sont des arthropodes (insectes, millepattes, crustacés, arachnides), 8% sont des mollusques et 4,5% relèvent d'espèces diverses (éponges, vers, méduses, étoiles de mer, oursins...). Selon les antispécistes eux-mêmes, il n'a pas encore été démontré que tous les animaux soient sentients. Et Peter Singer mange des crustacés. Ce ne sont donc plus tous les animaux qu'il faut défendre mais seulement une partie d'entre eux<sup>6</sup>. Les antispécistes réintroduisent donc du spécisme dans le règne animal.

### Réponse à l'objection 5 (fin des prédateurs ?)

• Événuel objectif :



• Solutions possibles :

- Nourriture végétane.
- Contrôle de leur circulation.
- Contrôle des naissances.
- Reprogrammation génétique.
- Autres solutions ?

14 / 20

Diapo diffusée lors de la conférence de Genève par Thomas Lepeltier le 3 septembre 2017.

### L'interventionnisme scientifique contre tous les prédateurs

La lutte contre la souffrance animale n'oppose pas seulement les humains aux animaux mais relève d'une croisade contre toute souffrance dans le règne animal. Les théoriciens antispécistes français ont été mis au pied du mur ces dernières années quand il leur a été demandé comment empêcher que la gazelle se fasse tuer par le lion. Des solutions ont été sérieusement avancées par Thomas Lepeltier, chercheur en histoire et philosophie des sciences, au cours d'une conférence internationale<sup>7</sup> qui font froid dans le dos : rendre véganes la gazelle et le lion ; contrôler les naissances pour éviter la multiplication des rencontres ; contrôler la circulation des animaux ; envisager la reprogrammation génétique. On voit bien que le projet va au-delà d'une attention délicate à l'endroit de l'animal mais interfère avec la vie animale. Procéder comme le suggère l'universitaire Lepeltier, revient à rompre avec la notion d'écosystème, c'est-à-dire « *un ensemble d'être vivants qui*

*vivent au sein d'un milieu ou d'un environnement spécifique et interagissent entre eux au sein de ce milieu et avec ce milieu.* »<sup>8</sup> La mort d'une gazelle nous attriste mais correspond à la nature que des scientifiques interventionnistes n'hésitent pas à vouloir bousculer. Dans leur recherche effrénée contre la souffrance, ils en viennent en réalité à concevoir une vie sur Terre sous un contrôle humain total.

### Entrée en scène universitaire et militante

Le mouvement antispéciste français a été initié par de jeunes universitaires évoluant dans la mouvance anarchiste. Trois jeunes libertaires (David Olivier, Françoise Blanchon et Yves Bonnardel) fondent *Les Cahiers antispécistes* en 1991 et orientent leur action à la fois dans le milieu universitaire, le milieu anarchiste et les squats lyonnais. Mais l'accueil est plutôt réservé parmi les anarchistes et décline assez vite. Ils partent donc à la recherche de nouveaux alliés qu'ils trouvent en 2001 avec le premier festival Veggie Pride, point de

rencontre entre eux et les novices couches militantes extérieures aux anars. L'idée en revient à David Olivier. En 2002, les premières rencontres nationales appelées « Estivales de la question animale » ont lieu et regroupent des militants d'horizons divers. La base militante s'est déplacée des milieux anars vers des milieux végétaristes et dépolitisés.

Yves Bonnardel explique en détail dans une vidéo<sup>9</sup> la stratégie employée et les évolutions sur les trente dernières années pour augmenter leur influence. La revendication initiale d'abolition de la viande a été remplacée par celle de la lutte contre les abattoirs afin de conquérir une notoriété plus grande. Il s'agit de créer une réaction immédiate et positive sur le fondement minimal et moraliste qui est celui de la lutte contre la souffrance animale : il est abject de faire souffrir inutilement des animaux. Il s'ensuit une réorientation contre les abattoirs d'animaux (sur lesquels il peut y avoir une critique par ailleurs des conditions d'abattage). Ces animateurs<sup>10</sup> des *Cahiers antispécistes* exercent une influence déterminante sur Sébastien Arzac et Brigitte Gothière (rédacteurs aux Cahiers), fondateurs de L214, association spécialisée dans les vidéos prises dans les abattoirs. Cette association, créée en 2008 à Lyon, peut être considérée comme un « front de masse » de fait pour le petit groupe universitaire car elle étend l'influence antispéciste en faisant de l'agitation sur un point particulier de leur programme. Si des associations antispécistes émergent auparavant, L214 se distingue de toutes les autres par son influence (voir tableau en fin d'article).

D'autres associations, d'origine anglo-saxonne ou israélienne, interviennent aussi en France comme One Voice, PETA France, Sea Shepherd ou bien encore 269 Life France, avec un certain succès. Elles mènent des actions en faveur des animaux de façon directe. En revanche, les associations véganes se tournent plutôt vers des individus pour en modifier le comportement personnel. Là encore, les orientations alimentaires des véganes sont susceptibles de critiques.



En 2015, des manifestants se sont rassemblés devant l'université de Princeton, (États-Unis), pour les droits des personnes handicapées et avaient protesté contre le fait que Peter Singer était toujours employé par l'université.

### **Le véganisme et le problème de la vitamine B12**

Le mouvement végan fait figure de fantassins dans la lutte antispéciste contre toute souffrance. Mais l'abstinence en viande (et en poisson) est dangereuse pour la santé car les êtres humains sont depuis longtemps omnivores<sup>11</sup>. La consommation de viande répond à un besoin et a permis l'amélioration

des fonctions du cerveau, d'introduire plus d'énergie et d'améliorer en conséquence les conditions de vie. L'apport carné permet en effet l'introduction de la vitamine B12 qui joue un rôle particulier et qui ne se retrouve nullement dans les protéines végétales. De nombreux témoignages rapportent que le régime végane strict sans apport de B12 conduit à des carences et affaiblit le pouvoir de concentration, détériore le sang et le système nerveux, entraîne des digestions perturbées, produit des pertes de mémoire et peut conduire à la démence. Les végans bien informés se tournent donc vers l'industrie pharmaceutique pour acheter des compléments en vitamines sous forme de gélules. On glisse d'un support naturel à un support chimique. Le véganisme est donc un régime alimentaire qui ne peut exister sans le développement de la science et des techniques, dans des pays très développés et c'est donc surtout profondément nouveau à l'échelle de l'histoire humaine.

### **Décomposition politique et antispécisme**

L'émergence de l'antispécisme est liée à la décomposition politique générale et apparaît en France au lendemain de la chute de l'URSS. Peter Singer et consorts font tourner la tête de bien des militants de gauche ou révolutionnaires en déshérence qui retrouvent les mots clinquants et sonores d'un révolutionnarisme de forme (lutte contre l'exploitation, l'oppression et la hiérarchie, anticapitalisme, résistance, antifascisme, égalité...) et une idéologie neuve qui paraît fréquentable. L'antispécisme est un marqueur d'identité politique dégagé de toute expérience de masse négative.

Cette convergence relative avec des secteurs militants progressistes et révolutionnaires laisserait entendre que le clivage gauche/droite ou révolutionnaires/

réactionnaires se réactive sous les auspices du clivage antispécistes/spécistes. Les beaufs et autres défenseurs de la consommation de viande seraient dans le camp infréquentable de la tradition, du passé et du soutien à l'exploitation en tout genre. Ce sentiment semble confirmé par des représentants de la droite : Damien Abad, député LR, a proposé en octobre 2018 que son groupe parlementaire monte une commission d'enquête parlementaire consacrée à l'antispécisme et au « *terrorisme alimentaire* ». Louis Aliot, du Rassemblement national, appelle à lutter pour « Combattre les dangers du véganisme et de l'antispécisme ».

Tout ceci laisserait suggérer une revitalisation des oppositions gauche/droite sur un nouveau terrain. Mais la césure n'est pas si nette que cela et interroge une fois encore ces classifications politiques. Les milieux anarchistes sont divisés et certains réfutent les arguments antispécistes. Dans les milieux d'extrême-droite la lutte pour la défense animale peut plaire (Cause animale Nord ; Section Défense Animale, groupe de protection animale créée par 3ème Voie avant sa dissolution en 2013)<sup>12</sup>. On trouvera une forme néo-nazie extrêmement marginale sous la plume de Savitri Devi (1905-1982) qui défendit des positions antispécistes sans en reprendre le terme. Son livre essentiel date de 1959 *Impeachment of Man* (La Mise en accusation de l'Homme)<sup>13</sup> où elle pose sa conception des relations des humains avec le monde animal et où elle reprend des conceptions identiques à celles de Peter Singer, selon Stéphane François<sup>14</sup>. Dans les années 1970, Savitri Devi intervint pour libérer des animaux destinés aux expériences médicales à l'Institut Pan-Indien à New Delhi.

### **La haine des êtres humains**

En définitive, les antispécistes ont des comptes à régler avec le genre humain. En mars 2018, une végane tenait des propos inacceptables sur Facebook trois jours après la mort à Trèbes du boucher du Super U, Christian Medves, une des quatre victimes du jihadiste Radouane Lakdim : "*Ben quoi, ça vous choque un assassin qui se fait tuer par un terroriste ? Pas moi, j'ai zéro compassion pour lui, il y a quand même une justice* »<sup>15</sup>. Ce n'est pas un cas isolé. Dans une conférence sur la résistance animale, tenue aux estivales de la Question animale en 2018, l'intervenante n'a aucune compassion lorsqu'elle rapporte qu'une tigresse a tué à San Francisco une personne et blessé deux autres alors qu'elle tentait de s'enfuir d'un zoo. Mais le plus symptomatique est l'absence de référence aux conditions d'exploitation des salariés dans certaines entreprises, l'utilisation d'enfants pour travailler, à la souffrance humaine dans le cadre du travail. Dans les années 1970, un cinéma militant mettait en évidence la souffrance ouvrière, au XXI<sup>e</sup> siècle, ce sont les animaux qui sont mis en scène !

### **Convergence des intérêts capitalistes et de l'antispécisme**

Peter Singer est soutenu par les plus importants milliardaires : Bill Gates, Warren Buffet, respectivement 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> fortune mondiale. Un des livres de Peter Singer, (*Famine, Affluence, and Morality*), a d'ailleurs été préfacé par Melinda et Bill Gates. L214 a reçu une aide financière d'une organisation de la Silicon Valley de 1,14 million d'euros, *l'Open philanthropy project (OPP)*, où on retrouve le fondateur de Facebook, les dirigeants de WhatsApp, Gopro, Mozilla. De nouveaux gisements de profits sont à espérer pour les néo-capitalistes comme celui de la production de viande cellulaire. L'association L214 y est très favorable. On comprend mieux pourquoi les start-up de la Silicon Valley ont financé l'association.

Des parts de marchés sont à la clé et le capitalisme rebondit par la création d'un besoin nouveau avec la viande cellulaire. Il faut toujours plus s'éloigner de la nature pour relancer l'économie capitaliste sans connaître les inconvénients de la nature comme les maladies ou les durées d'élevage avant consommation.

### **En forme de conclusion...**

Il y a un écart très important entre le poids des végans en France (2 à 4% de la population) et leur influence. On comprend mieux pourquoi le véganisme est propulsé par des médias et des entreprises. Quand il s'agit de faire des profits en temps de crise, on invente des nouveaux besoins. Mais l'antispécisme offre un monde où la politique est remplacée par une argumentation dite scientifique et technocratique où les experts savent à la place des peuples. C'est aussi un monde sans empathie pour son prochain. C'est surtout une révolution anthropologique qui menace les fondements de nos sociétés, basée sur l'entraide de son espèce. On ne peut s'empêcher de penser à la définition libérale de Thatcher en 1987 qui affirmait qu'il n'y a pas de société, il n'y a que des individus. L'aile moderne de la bourgeoisie pousse de une conception de la vie fondée sur la fin des différences, des frontières et des peuples, tous réunis dans un vaste marché mondial. L'antispécisme vient à point nommé. A l'heure actuelle,

l'influence antispéciste peut paraître marginale. Mais ce serait oublier la stratégie politique mise en œuvre dans une période de désarroi politique et idéologique. C'est par capillarité que s'insinue dans la société des références au véganisme, cheval de Troie de l'antispécisme. Ils peuvent s'appuyer sur l'Union européenne qui est « en avance », comme ils disent, sur la France. Ce sont aussi les pays les plus libéraux qui mettent en œuvre les principes végans comme les Etats-Unis, les Pays-Bas ou le Canada. Il y a intérêt à surveiller tout ça de près.

1 - Cité par Jean-François Braunstein, *la philosophie devenue folle. Le genre, l'animal, la mort*, Grasset, 2018.

2 - P. Singer, Questions d'éthique pratique, (première édition en anglais 1979, en français en 1997)

3 - Cité par Jean-François Braunstein, p.321.

4 - Le texte a été rédigé par Peter Singer, est paru sous le titre « Heavy Petting » dans l'édition de mars-avril 2001 de Nerve Magazine.

5 - Grégory Ségala, Docteur Section de biologie, Université de Genève (<https://www.rts.ch/decouverte/sciences-et-environnement/animaux-et-plantes/9409538-quest-ce-qu-un-etre-vivant-.html>)

6 - Certains antispécistes, plus royalistes que le roi, affirment que les insectes sont des êtres sentients ou sensibles.

7 - [https://www.youtube.com/watch?v=hMUo\\_cXB\\_gs](https://www.youtube.com/watch?v=hMUo_cXB_gs)

8 - <https://e-rse.net/definitions/ecosysteme-definition-enjeux/#gs.si5cju>

9 - <https://www.youtube.com/watch?v=JhGyhRb44nE>

10 - La revue créée par David Olivier, puis rejoint par Yves Bonnardel et Françoise Blanchon. Ils ont quitté la rédaction respectivement en 2004, 1999 et 1996.

11 - Dans le règne animal, les omnivores sont nombreux : chimpanzé, hérisson, ours, porc, écureuil, rat, renard, sanglier, canard colvert, poule, grand corbeau, geai des chênes, blattes, sauterelles, requin-baleine, poisson rouge, fourmis... Comment, du point de vue antispécistes séparer les animaux qui sont prédateurs, à tous les niveaux ?

12 - Des affinités se trouvent aussi dans la mouvance ultra-droite : <https://www.buzzfeed.com/fr/davidperrotin/quand-la-cause-animale-et-extreme-droite-ne-font-plus-quun>

13 - On trouve des extraits de son livre ici : <http://www.library.flawlesslogic.com/french.htm>, site lié à la mouvance d'extrême droite.

14 - Antichristianisme et écologie radicale, Stéphane François, Revue d'éthique et de théologie morale 2012/4 (n°272), pages 79 à 98.

15 - *Le Parisien*, Attentat dans l'Aude : le message abject d'une militante végane sur le boucher tué à Trèbes, 28 mars 2018.

### Mouvance végane et antispéciste

organisations	Date de création	Anti-spéciste	Nb adhérents	Indice d'influence*
Cahiers antispécistes	1991	oui	?	30 000
Association végétarienne de France	1995	oui	5000	130 000
One voice	2000	oui	20 000	695 000
PETA France (Pour une Éthique dans le Traitement des Animaux)	2003	oui	?	97 000
L214 éthique et animaux	2008	oui	32 000	747 490
Fédération végane	2010	non		14 000
269 Life France	2012	oui		38 650
Végan impact	2015	oui	600	44 000
Boucherie Abolition	2016	oui	?	6 100
269 Libération animale	2016	oui	350	75 500
PACTE (Parti Antispéciste Citoyen pour la Transparence et l'Éthique)	2016	oui	?	4 400
Parti animaliste	2016	Non précisé***	?	68 700
Earth Résistance	2017	oui		5 100
REV Rassemblement Ecologique pour le Vivant	2018	oui	?	5700

\* nombre de likes sur les pages Facebook.

\*\* La tête de liste aux Européennes, Hélène Thouy, se déclare, à titre personnel, antispéciste.

# Les échos de Militant

16 janvier : Raymond Maillard interviewé par RT Arabic à propos des Gilets jaunes et de la « lettre aux français » de Macron.



Gilets Jaunes ماكرون الحوار السبيل الوحيد لحل الأزمة

7 février : débat public avec Rashid SAEED YAGOUB (journaliste, militant politique et ex-diplomate soudanais) : « *Soudan, un vent de révolution* ».



7 mars : débat public avec Eric OUZOUNIAN (journaliste, écrivain et réalisateur) : « *Indépendance des médias : démocratie en jeu* ».



25 mars : Raymond Maillard interviewé par RT Arabic à propos du scandale Tereos (vente de produits utilisés pour fabriquer des explosifs aux djihadistes syriens).



16 mai : débat public avec Omar BOURABA et Myassa MESSAOUDI : « *Où va l'Algérie* ».



13 juin : débat public « *Du soulèvement des Gilets jaunes aux européennes : BILAN(s) ET PERSPECTIVES* ».



19 mai : Raymond Maillard interviewé par RT Arabic à propos du retour des djihadistes français emprisonnés en Syrie et de leurs enfants.



أوروبيو داعش بانتظار العودة إلى أوطانهم حلقة جديدة من برنامج تحقيقات RETOUR DES DJIHADISTES RT